



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

La virulence de la Russie pousse ses voisins à montrer les crocs	Page 2
Chine, Iran... L'administration Biden dessine les contours de sa future diplomatie	Page 6
Chine-Europe : un pas en avant, deux pas en arrière	Page 9
Drones, tanks, frégates : Erdogan booste son industrie militaire	Page 11
Kim Jong-un qualifie les Etats-Unis de «plus grand ennemi» du pays	Page 13
« L'administration Biden continuera de soutenir Taïwan »	Page 14
La Centrafrique s'enfonce dans le chaos sur fond de rivalité franco-russe	Page 17
La France joue les gendarmes face à l'Iran	Page 19
Le talon d'Achille d'Erdogan	Page 22
Les Frères musulmans en Europe: Un regard sur leurs liens avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	Page 23
Les territoires insoupçonnés du jihadisme africain	Page 26
Pourquoi l'Arabie saoudite et le Qatar enterrent la hache de guerre	Page 28
Sahel : les leçons oubliées de l'échec afghan	Page 30
Guerre d'Algérie: les principales propositions du rapport Stora	Page 32
Rapport Stora sur la mémoire de la colonisation : scepticisme à Alger	Page 34
Rapport Stora : la position de l'UNC	Page 36



La virulence de la Russie pousse ses voisins à montrer les crocs

Michael M. Phillips et James Marson - 06 janvier 2021 à 17h45



La Suède a décidé de revoir sa politique étrangère et de défense, renforcer son armée et resserrer les liens avec Washington

© Sipa Press

Sur l'île de Gotland, cachées derrière des pins, des cibles en bois imitant des envahisseurs étrangers aux mines patibulaires peuplent le champ de tir.

Même si les cibles n'arborent ni insignes ni drapeau, les nouvelles recrues de l'armée

suédoise qui ont passé l'automne à s'entraîner à la mitrailleuse savent exactement qui est l'ennemi : la 76^e division d'assaut de la garde russe.

Sous l'impulsion du président Vladimir Poutine, Moscou a peu à peu durci sa politique étrangère ces dix dernières années, poussant les Suédois à protéger toujours plus cette île de l'est du pays. En effet, l'armée estime que si la Russie devait envahir la Suède, c'est à Gotland qu'atterriraient les parachutistes de la 76^e division, basée dans la mer Baltique. De fait, comme le savent les deux partis, celui qui contrôle l'île contrôle le trafic naval dans le sud de la Baltique.

« On ne se rendra jamais, affirme Daniel Martell, sergent-major du régiment de Gotland. C'est le message que l'on veut faire passer. »

En terres nordiques, la Guerre froide est de retour.

De la Finlande à la Roumanie, l'insatiable appétit politique et militaire de la Russie inquiète les pays qui bordent l'ancienne frontière de l'Union soviétique. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) a déployé quatre groupements tactiques (soit près de 5 000 soldats) en Pologne, en Estonie, en Lituanie et en Lettonie. En 2018, la Norvège a organisé le plus grand exercice militaire de l'organisation depuis la chute de l'URSS.

De son côté, la Suède n'a pas lésiné sur les moyens et décidé de refondre sa politique étrangère et de défense. Alors que, pendant la Guerre froide, le pays avait fait preuve d'une neutralité prudente, il a cette fois-ci décidé de resserrer les liens avec Washington. Et, à l'automne, Stockholm a enfoncé le clou en mettant un coup de projecteur sur des exercices militaires américano-suédois qui avaient jusqu'à présent été tenus secrets.

« Nous ne pouvons plus exclure une attaque militaire contre la Suède, a déclaré Karin Olofsdotter, ambassadrice à Washington. Ce n'est en aucun cas probable, mais ce n'est pas à exclure. »



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Des membres des forces spéciales américaines sont stationnés de façon permanente en Suède pour aider les 22 000 réservistes suédois à concevoir sabotages, embuscades et autres opérations destinées à décourager les vellétés d'occupation.

Le mois dernier, le Parlement suédois a voté la plus grosse hausse du budget de la défense de ces 70 dernières années, un budget qui prévoit notamment une augmentation de 50 % des effectifs militaires (qui devraient passer de 60 000 soldats à l'heure actuelle à 90 000 en 2025). Déjà, en 2018, l'armée avait rétabli le régiment de Gotland, héritage de la Guerre froide dissous en 2005, dont les troupes s'entraînent désormais régulièrement à repousser l'envahisseur russe. L'armée veut installer un autre bataillon, plusieurs unités d'artillerie et des capacités logistiques sur l'île.

Par ailleurs, des membres des forces spéciales américaines sont stationnés de façon permanente en Suède pour aider les 22 000 réservistes suédois à concevoir sabotages, embuscades et autres opérations destinées à décourager les vellétés d'occupation.

Pendant la Guerre froide, la Suède ne comptait pas moins de 700 000 hommes et femmes prêts à combattre. Après la chute de l'Union soviétique, le pays a réduit la voilure et concentré ses militaires sur le maintien de la paix, les opérations extérieures et la lutte contre le terrorisme, notamment en Afghanistan, en Irak et au Mali. Les Suédois avaient même mené de petits exercices militaires avec la Russie dans le Grand Nord.

Puis l'actualité a semblé indiquer que Moscou voulait que les pays frontaliers lui restent favorables. Il y a d'abord eu l'intervention militaire en Géorgie en 2008, puis l'annexion de la Crimée en 2014. La Russie avait alors inondé l'est de l'Ukraine d'agents sous couverture et de mystérieux soldats sans insigne. Désormais, c'est en Biélorussie que Moscou intervient en venant en aide au chef de l'Etat, dirigeant autoritaire contesté depuis des mois par la rue.

« On a l'impression qu'ils peuvent influencer sur un ou deux pays à la fois », estime Johan Lagerlöf, responsable de la stratégie et de la politique de sécurité au ministère suédois de la Défense.

Dans sa jeunesse, cet officier avait été affecté à la frontière finlandaise, avec pour ordre de couper le ravitaillement russe si cela s'avérait nécessaire.

Aujourd'hui, c'est depuis son bureau qu'il voit les avions militaires russes violer l'espace aérien suédois et les navires de guerre du Kremlin s'aventurer dans les eaux nationales. En septembre, deux bateaux russes ont pénétré les eaux suédoises à Göteborg, selon l'armée suédoise.

« Ils sont de plus en plus provocants, dans les airs et ailleurs », déplore Anders Ljöfberg commandant des forces spéciales suédoises. Les pilotes russes volent trop près, les navires croisent trop près, et « tentent d'intimider » les pays baltes proches de l'Occident, ajoute-t-il.

Les Russes, eux, démentent toute tentative d'agression. « Cette phobie inventée contre la Russie s'explique en grande partie par une pression externe délibérée sur Stockholm, essentiellement de la part de l'alliance de l'Atlantique Nord », a affirmé cet automne Maria Zakharova, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

La Russie a installé des missiles sol-air à Kaliningrad, une ville située dans un petit morceau de territoire russe coincé entre la Lituanie et la Pologne. Si une guerre devait être déclarée, la Suède estime que la marine russe pourrait attaquer Gotland depuis Kaliningrad après l'assaut aérien

Dans un communiqué, le ministère a déclaré que « la dégradation de la situation militaire et politique dans le nord de la Baltique, qui était jusqu'à récemment l'une des régions les plus stables à cet égard en Europe, se produit dans un contexte de renforcement de la présence militaire de l'Otan à proximité immédiate des frontières russes ». Du point de vue de Moscou, poursuit le communiqué, « il n'existe actuellement aucun problème dans le nord de la Baltique qui exige une solution militaire ».

Pourtant, la Russie a installé des missiles sol-air à Kaliningrad, une ville située dans un petit morceau de territoire russe coincé entre la Lituanie et la Pologne. Si une guerre devait être déclarée, la Suède estime que la marine russe pourrait attaquer Gotland depuis Kaliningrad après l'assaut aérien.

En août, les troupes russes ont mené des exercices de débarquement amphibie qui ont poussé Stockholm à affecter davantage de soldats sur l'île de Gotland. Cette démonstration de force faisait suite à une série d'exercices navals communs réalisés cet été par la Suède et l'Otan.

Tout est sujet à suspicion. Il y a quelques années, la Suède a été choquée par une émission de télévision russe se moquant de la virilité des militaires suédois sur fond de morceaux d'Abba. Plus récemment, une église orthodoxe russe a été érigée près de l'aéroport suédois de Västerås. « Mais que fait-elle si près d'un site militaire sensible ? », s'est agacé Gudrun Persson, spécialiste de la Russie au sein de l'agence suédoise de recherche sur la défense.

La Russie a brièvement occupé l'île de Gotland en 1808, pendant la Guerre de Finlande qui l'avait opposée à la Suède. Le détachement russe de quelque 2 000 hommes avait rapidement fui devant les forces suédoises mais, à la fin de la guerre, la Russie avait amputé la Suède de sa partie orientale et fait entrer le grand-duché de Finlande dans l'empire.

Aujourd'hui, alors que le changement climatique fait fondre la calotte glaciaire arctique, Moscou revendique certaines routes commerciales capitales le long de ses côtes nord.

En réaction, Stockholm a ressorti les plans imaginés pendant la Guerre froide et relancé le service militaire. Le pays est membre de l'Union européenne, mais pas de l'Otan, dont font en revanche partie la Norvège, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Au sein de l'alliance, toute attaque contre un membre est considérée comme une attaque contre tous les membres. La Finlande ne fait pas non plus partie de l'Otan. Pourtant, aucune adhésion de la Suède à l'alliance n'est à l'ordre du jour, notamment parce que le pays sait que cette décision serait considérée comme profondément menaçante par la Russie.

La Suède a en revanche signé, ces dernières années, une série de traités de défense avec les Etats-Unis, la Norvège et la Finlande. Suédois et Finlandais ont aussi élaboré, par pure précaution, des plans de guerre communs.

Pour le régiment de Gotland, les réservistes et les forces spéciales, c'est par la guérilla qu'il faudra lutter contre l'occupant. Bon nombre de réservistes ont donc des armes chez eux, ainsi que des chiens. Un jour par an, ils vont travailler avec leur uniforme pour rappeler à la population qu'ils jouent un rôle dans la sécurité nationale.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

En 2018, la MSB, l'agence suédoise chargée de la protection civile, a envoyé à tous les foyers suédois un manuel de 20 pages intitulé *Que faire en cas de crise ou de guerre*. Des particuliers aux entreprises en passant par la banque centrale, la société suédoise tout entière participe aux exercices de défense. Il est recommandé aux civils d'avoir toujours, chez eux, une semaine de nourriture et d'eau d'avance.

« Nous voulons faire passer un message : si qui que ce soit devait avoir la mauvaise idée d'attaquer la Suède de quelle manière que ce soit, les forces spéciales suédoises feraient tout ce qui est leur pouvoir pour résister et faire de sa vie un enfer, a prévenu le général Löfberg. Elle le fera seule ou avec ses partenaires. »

En 2003, la princesse Victoria, héritière du trône, a elle-même participé à une formation militaire. Elle pose régulièrement en tenue de camouflage lorsqu'elle rend visite à des bataillons, fusil en main sur un stand de tir des forces navales ou aidant les forces spéciales à forcer l'entrée d'un bâtiment.

Pour les Suédois, cette stratégie est la meilleure pour résister aux stratagèmes déployés par la Russie en Ukraine, où Moscou a associé désinformation, cyberattaques, pressions économiques, opérations secrètes et soutien aux milices prorusses.

« Nous voulons faire passer un message : si qui que ce soit devait avoir la mauvaise idée d'attaquer la Suède de quelle manière que ce soit, les forces spéciales suédoises feraient tout ce qui est leur pouvoir pour résister et faire de sa vie un enfer, a prévenu le général Löfberg. Elle le fera seule ou avec ses partenaires. »

A l'automne dernier, pendant plusieurs semaines, une équipe des forces spéciales américaines a travaillé avec les réservistes de Gotland pour leur apprendre à résister à l'ennemi en s'appuyant sur leur grande connaissance des lieux. Lors d'une des séances, l'un des réservistes a fait appel à ses amis et sa famille pour retrouver un faux ennemi infiltré ; le frère du soldat l'a appelé pour lui dire que l'homme se cachait dans sa cour.

« Au moins, on pourra se défendre, résume Mattias Ardin, commandant du régiment de Gotland. Il ne se passera pas la même chose qu'en Crimée. »

Moscou rappelle régulièrement à Stockholm de ne pas trop se rapprocher des Occidentaux. « Les menaces et les risques s'accumulent », a déclaré l'an passé Sergei Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse organisée après une rencontre avec son homologue suédois à Moscou. Il a évoqué « les projets inédits de l'Otan pour se rapprocher de nos frontières et faire participer des pays neutres, comme la Suède ou la Finlande, à ses exercices militaires. »

Outre l'augmentation des effectifs militaires, le budget de la Défense prévoit une hausse des dépenses : sur les cinq prochaines années, elles devraient bondir de 40 %, soit plus de trois milliards de dollars.

« La stratégie affichée, explique Kenneth Howery, ambassadeur des Etats-Unis à Stockholm, est de tenir aussi longtemps que possible en espérant que l'aide arrive. »

Rompant avec le secret qui avait été de mise ces dernières années, à l'automne dernier, l'armée suédoise a autorisé le *Wall Street Journal* à suivre une partie des quinze jours d'exercices conjoints entre les forces spéciales suédoises et les troupes du Special Operations Command américain basées à Stuttgart.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

Ces exercices ont commencé en 2018 avec douze membres des forces spéciales américaines. L'an passé, les Etats-Unis ont envoyé des soldats, un destroyer lance-missiles, des avions de combat, des hélicoptères, un avion ravitailleur, des appareils de transport aérien, des commandos marins (les célèbres Navy SEAL), des navires d'attaque et des commandos de l'Air Force formés aux frappes aériennes.

En patrouille serrée, les hélicoptères étatsuniens et les avions de combat américains et suédois ont survolé la Baltique pour rejoindre l'Estonie, où des avions allemands ont remplacé les engins suédois. Les avions américains devaient larguer des bombes sur un terrain militaire estonien (l'ancienne république soviétique est désormais membre de l'Otan), mais la météo a contrarié les plans.

Les Suédois « ont compris que le fait de rester silencieux et de ne pas montrer leurs capacités n'avait aucun effet dissuasif », raconte l'un des militaires américains ayant participé à la formation.

Lors d'un exercice, une équipe des forces spéciales américaines a quitté l'Estonie pour se rendre à Muskö, une base navale suédoise construite sur un réseau de docks et de tunnels souterrains, pour rencontrer les commandos et les réservistes suédois.

Pendant plusieurs jours, ils ont arpenté les routes dans des véhicules banalisés et navigué dans l'archipel de Stockholm à la recherche d'un navire de commandement ennemi, esquivant ses patrouilles, trompant ses maîtres-chiens et échappant aux civils chassant le chevreuil dans une fausse zone de combat.

Les commandos suédois et américains ont fini par repérer le bateau dans un port non militaire et ont demandé une fausse frappe de missile Tomahawk depuis le destroyer USS Ross. Les réservistes suédois ont ensuite exfiltré les Américains par la mer et les ont cachés dans une cabane jusqu'à ce qu'un hélicoptère américain vienne les récupérer.

« Ce n'est pas seulement un exercice, nous sommes inquiets », a déclaré le général Löfberg, commandant des forces spéciales suédoises, à son homologue américain, le général Richard Clarke, lors d'une réunion à huis clos.

Sur l'île de Gotland, le commandement militaire suédois soumet les personnels administratifs, les chauffeurs, les opérateurs radio, les soldats chargés du ravitaillement et tous ceux qui travaillent loin du champ de bataille à des exercices de combat lors desquels ils doivent traverser des forêts pour aller détruire des véhicules et tuer des parachutistes ennemis. Ulf Hamberg, commandant du premier bataillon du régiment, l'assure : « tout le monde se bat. »

Thomas Grove et Nonna Fomenko ont contribué à cet article

Chine, Iran... L'administration Biden dessine les contours de sa future diplomatie

« Nous devons faire face à la Chine depuis une position de force », a expliqué, mardi, le prochain secrétaire d'État américain, Antony Blinken.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7



Pour Antony Blinken, la Chine est « le défi la plus important des États-Unis. (Illustration.)

© Pool / The Embassy of the United / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP - Source AFP

Publié le 20/01/2021 à 02h47 - Modifié le 20/01/2021 à 06h32

À

la veille de l'investiture de Joe Biden, ses futurs ministres

ont affiché, mardi 19 janvier, leur fermeté face à la Chine et à l'Iran pour faire taire les accusations de faiblesse, tout en promettant de rompre avec la diplomatie unilatéraliste de Donald Trump. « Nous pouvons remporter la compétition avec la Chine » : le prochain secrétaire d'État américain Antony Blinken a annoncé la couleur dès le début du processus de confirmation, par le Sénat, des membres désignés par le président élu des États-Unis pour intégrer son gouvernement.

Reprenant une rhétorique chère à l'administration Trump, il a décrit la superpuissance rivale comme le pays qui pose à l'Amérique « le défi la plus important ». Surtout, il a reconnu que le président républicain sortant, qui trouve rarement grâce aux yeux des démocrates, avait « eu raison d'avoir une position plus ferme face à la Chine ».

À la veille de quitter la Maison-Blanche, Donald Trump a sûrement pu apprécier ce satisfecit, lui qui a mis en avant sa stratégie face à Pékin. « Nous avons redynamisé nos alliances et uni les nations du monde pour faire face à la Chine comme jamais auparavant », a affirmé le milliardaire lors d'un discours d'adieu diffusé par la Maison-Blanche.

Les États-Unis se sont engagés dans une confrontation sans merci avec le géant asiatique, à laquelle le faucon Mike Pompeo, secrétaire d'État jusqu'à mercredi, a donné des allures de nouvelle Guerre froide. Et les conservateurs américains ont multiplié les procès en faiblesse à l'égard de Joe Biden, accusé de faire partie de cette classe dirigeante qui a trop longtemps espéré voir la mondialisation favoriser une démocratisation chinoise. Face à ces critiques, l'équipe démocrate assure qu'elle saura tenir tête à Pékin.

Antony Blinken a dit partager l'accusation de « génocide » perpétré par la Chine contre les musulmans ouïgours, rendue publique mardi par Mike Pompeo. « Nous devons nous attaquer aux pratiques abusives, injustes et illégales de la Chine » en matière commerciale, a martelé de son côté la future secrétaire au Trésor Janet Yellen.

Quant à la prochaine directrice du renseignement national, Avril Haines, elle a admis en creux que les démocrates n'avaient pas été suffisamment fermes sous l'administration de Barack Obama, dont Joe Biden était le vice-président, de 2009 à 2017. « Je suis favorable à une position agressive » pour « répondre à la réalité d'une Chine plus sûre d'elle et plus agressive », a-t-elle dit.

Pour autant, Antony Blinken a promis une diplomatie à l'opposé de celle de Donald Trump, qui a bousculé ses alliés, flirté avec des autocrates, cassé les conventions internationales et méprisé les cercles multilatéraux. « Nous devons faire face à la Chine depuis une position de force, pas de faiblesse », a-t-il plaidé, en assurant que cela impliquait de « travailler avec les alliés au lieu de les dénigrer, de participer et mener les institutions internationales plutôt que de s'en désengager ».

« Si l'Iran revient dans les clous »...



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

À l'égard de l'Iran, si Joe Biden veut clairement renouer le dialogue, son futur ministre des Affaires étrangères a voulu rassurer les nombreux sénateurs, républicains mais aussi démocrates, qui ont manifesté leur inquiétude. Le président élu veut revenir rapidement dans l'accord international de 2015 sur le nucléaire iranien, dont Donald Trump a claqué la porte en le jugeant insuffisant pour endiguer Téhéran. Antony Blinken a confirmé cette ligne, « si l'Iran revient dans les clous » de ses engagements nucléaires dont il s'affranchit chaque jour un peu plus.

Il a estimé que la sortie de cet accord, dénoncée avec constance par les alliés européens de Washington, avait renforcé la menace nucléaire iranienne, rendant Téhéran « plus dangereux ». Mais il a aussi promis d'utiliser le retour dans le pacte de 2015 « comme un point de départ, avec nos alliés et partenaires qui seraient à nouveau du même côté que nous, pour rechercher un accord plus fort et plus durable ». Cela devrait inclure le programme de missiles balistiques de l'Iran ainsi que ses « activités déstabilisatrices » au Moyen-Orient.

La promesse de « revigorer » les « alliances fondamentales »

Au-delà des dossiers spécifiques, Antony Blinken a promis de « revigorer » les « alliances fondamentales » des États-Unis pour les ramener en « première ligne » sur la scène internationale. « Le leadership américain compte encore », a-t-il lancé. « Ensemble, nous sommes en bien meilleure posture pour contrer les menaces posées par la Russie, l'Iran et la Corée du Nord et pour défendre la démocratie et les droits humains. »

Pour mettre en musique ce « retour » de l'Amérique, Joe Biden va ramener dès son arrivée à la Maison-Blanche, mercredi, Washington dans l'accord de Paris sur le climat. Et Antony Blinken a confirmé qu'il tenterait de négocier avec la Russie une prolongation du traité clé de désarmement de leurs arsenaux nucléaires New Start qui expire le 5 février, un des tout premiers tests diplomatiques de l'administration démocrate.

« Préserver les avancées » en Afghanistan

Le futur secrétaire d'État américain a également annoncé son intention de réexaminer l'accord signé en février par les États-Unis et les talibans, affirmant vouloir maintenir en Afghanistan des moyens de lutte contre le terrorisme. « Nous voulons la fin de cette guerre éternelle, nous voulons ramener nos forces à la maison », a-t-il dit devant le Sénat.

L'administration sortante de Donald Trump a conclu un accord historique avec les talibans après 19 ans de guerre, qui prévoit le retrait total des forces américaines d'ici mi-2021 en échange de l'engagement des insurgés à ne pas laisser des groupes terroristes agir depuis les zones qu'ils contrôlent. L'accord prévoyait aussi le lancement des premières négociations de paix directes entre les talibans et les autorités de Kaboul, qui ont débuté en septembre mais n'ont pas encore abouti à des résultats concrets, notamment en termes de réduction de la violence.

« Nous devons regarder attentivement ce qui a été négocié, je n'ai pas encore eu connaissance de tout », a expliqué Antony Blinken. Il a ajouté vouloir « comprendre pleinement quels engagements ont été pris ou pas par les talibans ». Il a notamment jugé indispensable de « préserver les avancées qui ont été faites pour les femmes et les filles en Afghanistan au cours des 20 dernières années ». Surtout, le prochain ministre américain des Affaires étrangères a affirmé que son gouvernement entendait « maintenir une certaine capacité à faire face à toute résurgence du terrorisme, qui est ce qui nous a fait intervenir à l'origine » après les attentats du 11 septembre 2001.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

Jérusalem restera reconnue comme la capitale d'Israël

Le président élu des États-Unis Joe Biden estime que la seule issue viable au conflit israélo-palestinien est « la solution à deux États », mais ne reviendra pas sur la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, a déclaré mardi son futur ministre des Affaires étrangères Antony Blinken. « Le président pense comme moi que la meilleure manière, peut-être la seule manière d'assurer à Israël son avenir en tant qu'État juif démocratique, et de donner aux Palestiniens l'État auquel ils ont droit, c'est la solution dite à deux États », a-t-il affirmé. Devant les sénateurs américains, il a toutefois reconnu qu'une telle solution n'était pas « réaliste » à « court terme », appelant dans l'immédiat Israéliens et Palestiniens à « éviter des mesures unilatérales qui rendent cela encore plus complexe ».

Antony Blinken a aussi promis de « réexaminer immédiatement » le classement des rebelles houthis du Yémen comme « organisation terroriste », décidé par son prédécesseur Mike Pompeo malgré les craintes d'aggravation de la crise humanitaire. « Nous allons proposer de réexaminer immédiatement cela pour nous assurer que ce que nous faisons n'entrave pas l'acheminement de l'aide humanitaire », a-t-il dit devant les sénateurs américains appelés à confirmer sa nomination. L'inscription sur la liste noire annoncée par l'administration républicaine sortante de Donald Trump est entrée en vigueur mardi et des élus démocrates ont déjà appelé le président élu Joe Biden à revenir sur la classification des houthis comme « terroristes ».

Chine-Europe : un pas en avant, deux pas en arrière

TRIBUNE. L'accord sino-européen sur l'investissement est critiquable, mais il a le mérite d'ouvrir le débat sur les relations des démocraties avec la Chine.



Le président chinois Xi Jinping et ses partenaires européens annoncent lors d'une vidéoconférence le 30 décembre dernier la conclusion d'un accord d'investissement entre la Chine et l'Union européenne.

© JOHANNA GERON / POOL / AFP

Par Philippe Le Corre*

Publié le 13/01/2021 à 10h44 - Modifié le 13/01/2021 à 16h37

Quiconque connaît les habitudes calendaires de la Commission européenne fut surpris quand, le 30 décembre dernier, un jour seulement avant la conclusion des six mois de présidence allemande du Conseil, on annonça la signature d'un accord entre la Chine et l'Union européenne sur les investissements, sept ans après le début des négociations. Sur le papier, il s'agissait principalement d'améliorer l'accès au marché chinois. En vingt ans, les investissements chinois vers l'Union européenne ont atteint 120 milliards d'euros (un peu moins que les investissements européens en Chine, à 140 milliards d'euros).

La Chine profita notamment de la crise financière de 2008 pour impliquer ses entreprises d'État dans des secteurs européens aussi variés que l'énergie, le transport, l'automobile, l'immobilier, la machine-outil, voire la gestion portuaire. Pendant ce temps, les entreprises européennes virent leur présence sur le marché chinois concurrencée par des champions nationaux dans un grand nombre de domaines, allant des télécommunications aux transports, en passant par l'énergie ou l'industrie pneumatique.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

De nombreux secteurs restent – et resteront – fermés aux investisseurs étrangers, à la suite de nouvelles mesures de restrictions imposées en décembre par Pékin.

Le véritable enjeu de « l'Accord global sur les investissements » (*Comprehensive agreement on investment, CAI*) est, aux yeux de la présidence allemande, de rééquilibrer la relation économique, ce que la Chine s'est engagée à faire dans certains domaines. Sans surprise, les premières bénéficiaires seront les entreprises allemandes, car elles sont les mieux implantées sur le marché chinois : BASF, Volkswagen, Siemens, BMW, Daimler..., quelques françaises seront de la partie (dans les services financiers, les maisons de retraite), mais à un niveau moins important. Il reste à voir si la Chine respectera ses engagements.

La vraie difficulté est ailleurs. En avril 2019, l'UE publiait un document sur sa stratégie chinoise. « La Chine est, simultanément, un partenaire avec lequel l'UE a des objectifs communs, un partenaire de négociation, un concurrent économique à la poursuite d'une domination technologique et un rival systémique cherchant à introduire des modes alternatifs de gouvernance », lisait-on. Face à ce nouvel acteur, il convenait pour l'UE de poursuivre le dialogue avec Pékin « tout en restant fidèle à ses intérêts et à ses principes » et « obtenir des conditions d'équilibre et de réciprocité dans la relation économique ».

Or depuis 18 mois, les sources de désagrément n'ont cessé d'augmenter côté européen : de l'introduction d'une loi sur la sécurité nationale à Hongkong (53 arrestations de dirigeants démocrates connues le 5 janvier, moins d'une semaine après la signature du CAI) à la répression massive contre la minorité ouïghoure dans l'ouest de la Chine, en passant par une attitude de plus en plus offensive en Europe de l'Est et du Sud sur le plan géopolitique à travers notamment sa « Belt and Road Initiative », et des pressions directes sur les gouvernements européens coupables de proximité avec Taïwan par exemple. Sans parler des menaces à l'endroit de ceux qui pourraient exclure Huawei de la 5G pour des raisons liées à la sécurité nationale. Puis il y eut le Covid-19 il y a un an, l'absence de transparence sur l'origine du virus, sans compter les tentatives de récupération par Pékin de l'aide médicale chinoise que d'aucuns ont qualifiées de « diplomatie du masque ».

L'UE veut-elle d'abord préserver ses intérêts économiques ou défendre ses valeurs ? Avec le CAI, ce sont plutôt les intérêts qui ont parlé mais en l'occurrence ceux des grands pays membres, l'Allemagne sûrement, la France peut-être. D'autres ont exprimé leur mécontentement (Italie, Espagne, Pologne...) face à la précipitation qui a présidé à la conclusion de l'accord. La Chine ayant soudain adressé des signaux positifs à Bruxelles à l'approche de l'inauguration du nouveau président américain, tout porte à croire que la Commission, influencée par Berlin, a cédé aux pressions des entreprises qui voient leur salut dans un marché chinois devenu pourtant peu accessible à la plupart. Peut-on faire confiance au régime chinois qui ne sut mettre un terme aux atteintes à la propriété intellectuelle et aux transferts de technologie forcés, malgré l'admission du pays à l'Organisation mondiale du commerce il y a exactement vingt ans ? Rien n'est moins sûr.

Amertume européenne

Au sein de l'Union, cette affaire laissera un goût d'amertume alors même que l'élaboration de la stratégie de l'UE sur la Chine en 2019 avait reflété – en apparence – une quasi-unanimité. Pourtant, comme le rappelle le chercheur slovaque Matej Šimalčík, directeur de l'institut d'Europe centrale d'études asiatiques, « Berlin s'est souvent posé en donneur de leçons à l'égard des petits pays de l'UE, notamment ces 17 États regroupés depuis près de dix ans dans un cercle intitulé 17+1 avec la Chine ». Un format imaginé par Pékin et dont le but est de développer les liens de chacun de ces gouvernements avec le Premier ministre chinois à l'occasion de sommets annuels.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

Mais désormais, « c'est l'Allemagne qui pose une plus grande menace pour l'unité européenne sur la Chine » conclut Šimalčík, pas tendre non plus à l'égard d'Emmanuel Macron, dont la présence lors de la rencontre virtuelle avec Xi Jinping ne laisse pas d'interroger. Dès le mois de décembre, le gouvernement polonais s'était opposé à la signature du CAI. Quant à l'Italie, troisième économie de l'UE et membre de l'Otan, vouée aux gémonies en 2019 quand elle a signé un accord sur le Belt & Road, elle est tout aussi critique : « Rome a été laissé de côté lors de la phase finale des négociations », estime le vice-ministre des Affaires étrangères Ivan Scalfarotto.

La relation sino-allemande est au centre des débats. Au sein de l'UE, l'Allemagne est de loin le premier partenaire commercial de la Chine (en 2018, les exportations allemandes s'élevaient à 110 milliards d'euros sur 210 milliards d'euros d'exportations de l'UE au total). Depuis quarante ans, les grandes entreprises allemandes ont multiplié les partenariats industriels aux quatre coins de l'ex-empire du Milieu : près de la moitié des investissements européens, soit 76 milliards d'euros.

À l'inverse, il faut noter que les investissements chinois dans la technologie allemande ont connu des succès divers : suite à de nombreux rachats de PME industrielles allemandes (« Mittelstand ») notamment dans le secteur de la machine-outil à partir de 2009, l'année 2016 a constitué un tournant avec le rachat du numéro un allemand de la robotique Kuka, acquis par une société d'État chinoise spécialisée dans l'électroménager, Midea. La même année, la Chine tentait de racheter un fleuron des semi-conducteurs, Aixtron, mais l'acquisition fut bloquée par les autorités allemandes.

Cependant, l'opinion publique, y compris en Allemagne, selon une étude effectuée pour le compte de plusieurs instituts de recherche européens, est devenue plus sino-sceptique ces dernières années, en raison des problèmes environnementaux et des violations flagrantes des droits de l'homme en Chine. L'image de cette dernière a chuté. Il n'est pas sûr que les Européens comprennent la démarche de la Commission, qui aura fort à faire pour défendre son accord au Parlement européen en vue d'une ratification.

Au final, c'est l'Allemagne – et sa chancellerie, pour encore quelques mois – qui mène le jeu européen en matière de politique chinoise. Berlin a fait le pari d'un accord optimisant les intérêts de grandes entreprises alors même que la relation transatlantique s'éclaircit avec l'arrivée d'une nouvelle administration à Washington. Le souhait affiché de Joe Biden de réunir les démocraties sur de grands sujets communs paraît plus difficile à atteindre avec une Europe prête à un compromis avec Pékin.

Pourtant, c'est bien de la relation globale avec la Chine – à travers ses ambitions diplomatiques, économiques, technologiques et numériques, ou le rôle dominateur de ses entreprises d'État – que les démocraties doivent débattre. En ce début d'année 2021, les Occidentaux ne pourront certes pas changer la Chine en matière de droits de l'homme ou de droits des travailleurs, mais l'Europe et les États-Unis peuvent en tout cas défendre leurs valeurs et leurs principes en matière de commerce comme de respect humain et de l'État de droit. Il faut donc souhaiter que l'accord sino-européen sur les investissements aura permis d'ouvrir ce débat, non de le fermer.

**Philippe Le Corre, chercheur (research fellow), Harvard Kennedy School et Carnegie Endowment for International Peace. Chercheur associé à la Fondation pour la Recherche stratégique. Auteur de « La Chine face au monde d'après » (Études, janvier 2021).*



Drones, tanks, frégates : Erdogan booste son industrie militaire

LETTRE TURQUE. Depuis 2002, la Turquie a développé son armée tout en réduisant ses importations militaires. Un motif de fierté pour Erdogan.



Le président turc Recep Tayyip Erdogan pose sa signature sur un drone turc, en septembre 2019 à Istanbul.

© Muhammed Enes Yildirim / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP

Par Guillaume Perrier

« Il n'y a que dix pays dans le monde capables

de construire leurs propres navires de guerre, et nous en faisons partie. » Devant la frégate qui venait d'être mise à l'eau sur le quai des chantiers navals d'Istanbul, samedi dernier, le président turc Recep Tayyip Erdogan n'a pas caché sa fierté. Le TCG Istanbul, de production « locale et nationale », conçu avec des technologies à 75 % turques, est entré en service. Navire-amiral d'une flotte modernisée, fleuron d'un programme de quatre bâtiments lancé en 2017 par Ankara en coopération avec le Pakistan, la frégate *Istanbul* viendra renforcer le dispositif naval turc en Méditerranée, où la Turquie s'est déployée ces derniers mois.

Elle est le symbole d'une industrie militaire turque en plein essor, avec le soutien massif de l'État qui y a investi 50 milliards d'euros. « Depuis 2002, nous avons développé près de 700 projets militaires, la moitié d'entre eux ces cinq dernières années », a fait remarquer le « Reis » lors de l'inauguration officielle. « Et le nombre d'entreprises du secteur de l'industrie militaire dépasse 1 500 et leur chiffre d'affaires atteint 11 milliards de dollars [9 milliards d'euros]. » En ayant massivement recours à des partenariats public-privé, la Turquie fabrique désormais ses propres tanks, ses véhicules blindés, des navires et bientôt des missiles de croisière... Et la politique étrangère agressive de son président alimente cette industrie qui a fait au passage quelques fortunes rapides. En 2002, lorsque son parti est arrivé aux commandes (AKP, parti de la justice et du développement), la Turquie importait 70 % de ses armes et équipements militaires, pour 30 % de production locale. Aujourd'hui, le ratio est inversé.

Les drones restent bien sûr le produit-phare, l'attraction scrutée par les professionnels du secteur au traditionnel Tekno Fest, le salon annuel de l'armement à Istanbul. Dans les conflits récents où s'est impliquée la Turquie, les drones armés ont fait preuve de leur efficacité : en Syrie, en Libye et dans le Haut-Karabakh, ils ont procuré un avantage décisif aux troupes turques ou à leurs mercenaires syriens en faisant sauter rapidement les lignes de défense. La Turquie, affirme Erdogan, « fait aujourd'hui partie des trois ou quatre pays en pointe sur cette technologie ». Ce succès national est incarné par un ingénieur quadragénaire, Selçuk Bayraktar. Héritier de la compagnie familiale Baykar et diplômé du MIT à Boston, il a développé dès 2007 un ambitieux programme de drones militaires qui a, depuis, achevé de convaincre les plus sceptiques. L'armée turque est son meilleur client, mais son modèle TB2 s'exporte aussi en Ukraine, au Qatar, en Somalie et il intéresse de nombreux pays. Les services de sécurité raffolent des drones. À Istanbul, la police les utilise pour surveiller les rues ou les manifestations. Pour couronner le tout, le petit génie a été propulsé dans le cercle intime de la famille Erdogan puisqu'il a épousé Sümeyye, la fille cadette et conseillère du président, en 2016.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

Futur grand de l'armement ?

Les industriels de l'armement sont devenus familiers du palais présidentiel. Le Reis a la haute main sur le dossier. « Le désir d'Erdogan d'étendre et de développer l'industrie militaire nationale est une ambition personnelle », estime Ferhat Gurini de la fondation Carnegie. Surtout depuis que le sous-secrétariat aux industries de défense (SSB) est passé sous son contrôle direct en 2018. Outre le gendre Bayraktar, l'homme d'affaires Ethem Sacak est un habitué. Patron de BMC, fabricant de véhicules militaires, il a récupéré l'entreprise en 2013, après sa saisie à un groupe en faillite, et il s'est associé avec le Qatar, allié de la Turquie, qui en possède 49 %. Avec la bénédiction de son ami Erdogan. Pas un terrain ne lui échappe. Le général à la retraite Adnan Tanriverdi, conseiller militaire et fondateur de la compagnie de sécurité privée Sadat, présente sur tous les fronts turcs, est un autre intime.

Si la Turquie est quatorzième exportateur, encore loin des premiers au classement, peu glorieux, des pays vendeurs d'armement (la France est troisième en 2020), c'est une puissance en devenir. Elle exporte pour environ deux milliards d'euros de matériel militaire vers près de trente pays. Ses principaux clients sont les pays du Golfe, le Turkménistan, le Pakistan, la Malaisie... Les autres, sur le continent africain. Selon la fondation suédoise SIPRI qui livre chaque année un rapport pointu sur les ventes d'armes, la Turquie est l'un des acteurs émergents du secteur, contribuant au trafic mondial et à la prolifération des armes dans des zones instable

Kim Jong-un qualifie les Etats-Unis de «plus grand ennemi» du pays

Par Le Figaro avec AFP

Les Etats-Unis sont le «plus grand ennemi» de la Corée du Nord et le pays prévoit de se doter d'un sous-marin nucléaire, a déclaré son dirigeant Kim Jong-un, cité samedi 9 janvier par l'agence officielle KCNA. Pyongyang «devrait se concentrer et se développer en vue de subvertir les Etats-Unis, le plus grand obstacle à notre révolution et notre plus grand ennemi», a-t-il déclaré lors du 8e congrès du parti au pouvoir.

La déclaration intervient moins de deux semaines avant la prise de fonctions de Joe Biden à la présidence des Etats-Unis et alors que les relations entre Kim et le président américain sortant Donald Trump ont été tumultueuses.

Entre insultes et poignées de mains, Kim Jong-un et Donald Trump ont eu leurs hauts et leurs bas. Aucun progrès substantiel n'a été enregistré durant la période de rapprochement et depuis février 2019 les relations Kim-Trump sont au point mort. Mais Trump n'a jamais inspiré à la Corée du Nord la haine qu'elle voue à Joe Biden, un «chien enragé» qu'il faudrait «battre à mort». De son côté, le président élu a qualifié Kim de «voyou».

«Quelle que soit la personne au pouvoir (ndlr, aux Etats-Unis), la vraie nature de sa politique contre la Corée du Nord ne va jamais changer», a déclaré Kim Jong-un sans nommer Joe Biden, selon KCNA.

Plan nucléaire

Lors de cette réunion du Parti des travailleurs, le dirigeant nord-coréen a également annoncé que son pays a mené à bien un plan visant à se doter d'un sous-marin nucléaire. «De nouvelles recherches de planification pour un sous-marin nucléaire ont été menées à bien et sont sur le point d'entrer dans le processus d'examen final», a-t-il déclaré selon l'agence.



Le pays devrait « *développer davantage la technologie nucléaire* » et produire des ogives nucléaires légères et de petite taille pour être utilisées « *en fonction des cibles visées* », a-t-il ajouté.

Le dirigeant a tenu ces propos au parti lors d'une présentation de travail de neuf heures, étendue sur trois jours.

« *L'administration Biden continuera de soutenir Taïwan* »

ENTRETIEN. Menacé d'invasion par la Chine, Taïwan reste confiant dans le soutien des États-Unis, comme en témoigne son ministre des Affaires étrangères, Joseph Wu.



Menacé d'invasion par la Chine, Taïwan reste confiant dans le soutien des États-Unis, comme en témoigne son ministre des affaires étrangères, Joseph Wu. © Ceng Shou Yi / NurPhoto / NurPhoto via AFP

Propos recueillis par notre envoyé spécial à Taipei, Jérémy André
Publié le 13/01/2021 à 07h00

Ce devait être le dernier coup d'éclat de la présidence Donald Trump : Mike Pompeo, son secrétaire d'État, avait annoncé envoyer en

visite officielle à Taïwan ce 13 janvier l'une des plus importantes diplomates américaines, Kelly Craft, l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU. À la toute dernière minute, la visite a été annulée, signe du chaos qui règne à Washington. Pour ce qu'elle qualifiait de « folle provocation », la Chine avait menacé de faire payer à l'Amérique un « lourd tribut ». Pékin considère en effet que le petit État de 23,5 millions d'habitants, non reconnu par la communauté internationale, est une « province rebelle » qui se serait détachée de son empire – alors même que la République populaire de Chine n'a jamais contrôlé Taïwan.

Pour contrer une volonté de plus en plus claire de l'annexer, Taïpei mise sur le rapprochement avec les États-Unis, et sur la promotion de son excellence, illustrée d'abord par un impeccable bilan dans la gestion du Covid-19. Avec seulement quelques centaines de cas grâce à son système de quarantaine à l'entrée sur le territoire, l'île a pu éviter totalement les confinements, et garantir une croissance économique enviable, à 2,5 % en 2020. Biden, réputé plus mou envers la Chine, pourrait-il cependant lâcher Taïwan ? En décembre, nous avons rencontré Joseph Wu, ministre des Affaires étrangères taïwanais. Qui a confiance dans ses protecteurs américains, malgré une alternance houleuse.

Le Point : Certains politiques et scientifiques français ont qualifié la stratégie taïwanaise contre le Covid-19 d'« autoritaire ». Pourquoi une démocratie comme Taïwan a-t-elle accepté des restrictions aux libertés et à la protection de la vie privée comme les quarantaines obligatoires et les enquêtes de cas contact approfondies ?

Joseph Wu : C'est appréciable que vous reconnaissiez, pour votre part, que Taïwan est une démocratie ! En 2003, le Sras a frappé notre État de plein fouet. Notre gouvernement en a appris une leçon : nous avons mis en place un centre de commandement, que nous avons immédiatement activé après le premier cas du



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

nouveau coronavirus détecté à Taïwan. Nous avons, dès lors, tenu des conférences de presse quotidiennes, voire deux fois par jour quand les cas se sont multipliés. Grâce à cette transparence, la confiance de la population est à un niveau très élevé de confiance et elle comprend l'importance des différentes mesures que nous avons entreprises, comme le port du masque ou les quarantaines et leur surveillance. Ce sont sans doute des restrictions de liberté individuelle, mais c'est pour le bien de tous. Toute la différence entre le système démocratique de prévention taïwanais et la méthode autoritaire chinoise, c'est la transparence. Encore aujourd'hui, ils ne sont pas transparents, parce qu'ils doivent maintenir leur pays sous un joug autoritaire. S'ils commençaient par dire la vérité, cela mettrait en danger l'autorité du Parti communiste. Ici, à Taïwan, nous ne pouvons pas nous permettre de mentir. Nous devons être totalement transparents.

Taïwan a proposé de partager son expertise sur le Covid-19. Est-ce que des pays ou des autorités locales, en particulier en Europe, ont répondu à votre appel ?

Oui, notre représentant en France, M. François Wu, a par exemple été auditionné par votre Sénat. J'ai moi-même été invité à parler avec des think tanks. Notre précédent vice-président, Chen Chien-jen, un expert des maladies contagieuses, a témoigné auprès du parlement britannique. En outre, notre centre de contrôle des maladies [abrégié CDC en anglais], et nos experts issus de nos hôpitaux et de nos universités ont tenu plus de 90 visioconférences avec des autorités locales et centrales de plus de 60 pays. Nous avons aussi saisi l'opportunité d'écouter, parce que ces pays étaient dans des situations très variées, ce qui nous a permis de comprendre comment mieux gérer d'autres stades de l'épidémie. Le but n'est pas de se vanter. C'est pour le bien du public et de la communauté internationale. Nous avons aussi exporté nos surplus de masques et d'équipements de protection – 54 millions de masques, dont 12 millions pour l'Europe.

Les institutions internationales traitent Taïwan de manière injuste.

Pourtant, les scientifiques taïwanais sont bannis des événements des institutions internationales, comme l'Unesco, et vous êtes à la porte de l'Organisation mondiale de la santé. Cette exclusion d'institutions techniques, et non seulement de vos représentants politiques à l'ONU, n'est-elle pas inquiétante ?

Les autres pays n'imaginent pas ce que cela fait d'être exclu ainsi ! L'ONU et ses différentes branches bloquent toute participation de Taïwan, et même l'entrée des citoyens taïwanais dans les bâtiments, où nos journalistes ne peuvent pas s'accréditer et pénétrer. L'OMS n'accepte pas notre demande d'être simple observateur ! Les institutions internationales traitent Taïwan de manière injuste. De plus en plus de pays comprennent, surtout après notre succès face à la pandémie, que nous bannir de l'OMS n'est pas seulement injuste envers nos 23,6 millions d'habitants, mais envers la communauté internationale elle-même. Lors de l'Assemblée mondiale de la santé au mois de mai, et lors de la session de novembre, des représentants officiels d'autres pays, à des niveaux plus élevés, ont parlé pour Taïwan, comme les Français, ainsi que les Premiers ministres canadiens et japonais, et le vice-Premier ministre néo-zélandais. Les médias indiens ont incité, dans leurs éditoriaux, leur gouvernement à pousser pour l'inclusion de Taïwan dans l'OMS. En novembre, 1 700 parlementaires de plus de 80 pays ont pris la défense de notre pays. Nous sommes convaincus qu'un jour la majorité de la communauté internationale reconnaîtra la contribution potentielle de Taïwan et le problème que constitue notre exclusion. Nous serons alors invités à participer à l'OMS.

Pour l'Unesco, nous n'acceptons pas ce genre de discrimination. Ces organisations sont supposées être scientifiques et politiquement neutres. L'ONU et les organisations affiliées citent toujours la résolution 2 758 de 1971 comme la source de notre exclusion. Elle dit seulement que la République populaire de Chine est la seule représentante légale de la Chine et que les représentants de Tchang Kai-shek seront exclus. Mais elle



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

ne dit rien à propos de Taïwan. Cependant, le gouvernement chinois et les Chinois qui travaillent au sein du secrétariat de l'ONU tordent cette résolution pour lui faire dire que Taïwan devrait être considéré comme une partie intégrante de la Chine. Les citoyens taïwanais devraient avoir les mêmes droits que les citoyens de n'importe quel autre pays ! Discriminer les Taïwanais viole les principes fondamentaux de ces organisations internationales. Taïwan n'est pas contrôlé par la Chine, c'est très clair. Nous élisons notre propre président, notre propre Parlement, nous avons notre armée, notre monnaie, le nouveau dollar taïwanais, notre ministère des Affaires étrangères qui émet des visas et des passeports. Le gouvernement taïwanais exerce une juridiction exclusive sur les territoires sous son contrôle, les îles de Taïwan, Kinmen, Penghu et Matsu. Nous ne sommes pas une partie d'un autre pays ! Nous existons par nous-mêmes. Réclamer que Taïwan soit représenté par un autre pays n'est pas juste.

Taïwan alerte sur les menaces de l'Armée de libération du peuple [l'ALP, l'armée chinoise NDLR] depuis un moment, mais l'ALP n'envahit pas Taïwan, et ne s'y essaiera sans doute pas avant plusieurs années. N'est-ce pas crier au loup ?

Non, je ne le ressens pas du tout comme cela. En fait, la communauté internationale est de plus en plus consciente de l'expansionnisme chinois. Taïwan n'est d'ailleurs pas le seul pays menacé par la Chine. Durant le coup de téléphone entre le Premier ministre japonais Suga et le président élu Joe Biden, ce dernier a déclaré que l'alliance de sécurité entre les États-Unis et le Japon couvrirait les territoires disputés de mer de Chine orientale, où les navires chinois ne cessent de pénétrer. En mer de Chine méridionale, les violations du droit international alarment de plus en plus de pays, que ce soient les constructions et la militarisation des îlots rocheux, l'envoi de navires militaires, de gardes-côtes ou de milices maritimes sur des navires de pêche qui patrouillent dans ces eaux comme si elles appartenaient à la Chine. Sans parler des escarmouches à la frontière entre l'Inde et la Chine, dans l'Himalaya.

L'année passée, un avion chinois a verrouillé un de nos avions avec son système de radar. C'est une provocation extrêmement grave !

Sur le plan intérieur, le gouvernement chinois est plus autoritaire que jamais, ce que certains appellent désormais un totalitarisme technologique. Au Xinjiang, il a placé plus d'un million de personnes dans des camps de concentration. Et il répète cette expérience au Tibet. Ce qui se passe à Hongkong est une tragédie très triste, avec la loi de sécurité nationale qu'ils ont imposée. La liberté et la démocratie y sont abolies. Si le gouvernement chinois fait cela à sa propre population, que feront-ils à d'autres populations, dans un territoire comme Taïwan, qui n'est pas sous son contrôle ? Quand Hongkong a été placé sous la loi de sécurité nationale, nous avons averti que Taïwan serait peut-être le prochain. Je n'ai pas peur que l'on pense que Taïwan crie au loup. Nous voyons les préparatifs militaires s'intensifier du côté chinois, et ils ont affirmé leur volonté de lancer un assaut. Cette année, les activités chinoises autour de l'Adiz [zone d'identification de défense aérienne, NDLR] de Taïwan ont été si fréquentes que notre ministère de la Défense a décidé d'être transparent, pour que le public et la communauté internationale comprennent ces incursions. À plusieurs reprises, les avions de combat chinois ont franchi la ligne médiane du détroit de Taïwan, une délimitation qui garantit le statu quo, la paix et la stabilité depuis des décennies, soudain niée par leur ministère des Affaires étrangères et leur armée. Vous pouvez voir à quel point c'est menaçant. L'année passée, un avion chinois a verrouillé un de nos avions avec son système de radar. C'est une provocation extrêmement grave ! Plus que jamais, les États-Unis veulent bien nous fournir en équipements défensifs. Certains pays européens sont intéressés aussi de savoir comment nous faisons face à la désinformation, les stratégies hybrides et les activités militaires dites de zone grise.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

La position de la nouvelle administration américaine apparaît incertaine à certains. Joe Biden a, pour les uns, la réputation d'être trop mou avec la Chine. Il a cependant promis la nomination d'un « tsar » chargé de l'Asie et la formation d'une alliance pour contenir la Chine. Leur faites-vous confiance pour protéger Taïwan ?

Je ne m'inquiète pas du tout de cela. À Washington et à Bruxelles, tous ont pris conscience des problèmes posés par la Chine. Washington était autrefois divisé entre pro-Chine et anti-Chine. Désormais, même si les démocrates et les républicains ont des approches légèrement différentes, la stratégie générale reste la même. L'atmosphère envers Taïwan est désormais un soutien ferme et bi partisan. Toutes les législations sur le sujet sont votées par une majorité écrasante au Congrès et au Sénat. Les démocrates et les républicains sont en désaccord sur quasiment tout, mais ils s'unissent sur la question taïwanaise. Nous avons reçu un soutien sans faille de l'administration Trump. Ce sera pareil avec la nouvelle administration. La situation ne nous inquiète pas du tout. Nous sommes très confiants sur le fait que l'administration Joe Biden continuera de soutenir Taïwan. Ils trouveront d'autres manières de le faire. La question est pour nous, dans la période initiale, de voir avec eux quelles sont les manières les meilleures et les plus efficaces. Taïwan n'est d'ailleurs pas que dans une position d'attente de soutien. Nous participons aux efforts internationaux américains, comme la coalition contre l'État islamique, les sanctions contre la Corée du Nord, le Venezuela... Nous sommes très fiers que l'administration Trump nous ait considérés comme une « *success story* » démocratique et un partenaire fiable. Le 20 janvier, nous demanderons à l'administration Biden le soutien dont elle a besoin et nous le fournirons.

Récemment, l'agressivité chinoise a permis à Taïwan de renforcer ses liens avec d'autres pays, que ce soit la République tchèque, l'Inde ou l'Australie. Mais comment transformer l'essai et en faire des défenses concrètes pour Taïwan ?

Nous ne considérons pas ces exemples sous la perspective de la sécurité. Nous y voyons des amis qui se soutiennent. Quand le président du Sénat tchèque nous a tendu la main, nous l'avons invité à Taïwan, pour montrer aussi notre soutien et ouvrir nos entreprises. De même pour l'Australie, nous avons des idées communes et nous sommes amis depuis longtemps. L'Australie est désormais soumise à des pressions et des sanctions de la Chine. Nous achetons donc des produits australiens, comme leur vin. Ce que je recommanderais aux pays qui font face à des menaces de la Chine, c'est d'en appeler aux pays partageant les mêmes valeurs. Quand nous travaillons ensemble, nous avons la force de repousser les pressions de la Chine.

La Centrafrique s'enfoncé dans le chaos sur fond de rivalité franco-russe



Pascal Airault - 15 janvier 2021 à 17h45



Les organisations humanitaires, qui assurent l'alimentation d'une bonne partie de la population, interrompent leurs opérations devenues trop risquées pour leur personnel

Photo d'archive des milices musulmanes de la Seleka à Bangui, le 30 mai 2017. © Sipa Press



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

La première attaque rebelle aux abords de Bangui, la capitale centrafricaine, depuis le début de l'offensive contre le président fraîchement réélu, Faustin Archange Touadéra, a été repoussée mercredi, faisant un mort chez les Casques bleus et au moins une dizaine parmi les assaillants.

Un peu moins de quatre ans après avoir ouvert la porte de la Centrafrique aux Russes, les Français peuvent savourer une petite victoire médiatique. Le grand ours (image véhiculée par le Kremlin dans sa coopération en Afrique) venu du froid doit quitter la savane de Bria à l'est, pour se replier à Bangui. Son allié, le président Touadéra, est en danger alors que les colonnes rebelles sont aux portes de la capitale. Elles ont essayé d'en forcer le verrou, mercredi, avant d'être repoussées. Elles restent aux abords comme une épée de Damoclès sur la tête de Banguissois effrayés par le bruit des canonniers.

« Les rebelles mènent une guerre des nerfs, estime Thierry Vircoulon, spécialiste de l'Afrique centrale à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Ils peuvent faire de la guérilla urbaine et espèrent qu'à la longue ils prendront Bangui. » Les groupes armés contrôlent plus des deux tiers du territoire et ont aussi verrouillé l'axe routier à l'ouest qui mène au Cameroun, contraignant le ravitaillement du pays.

Drapeau français. Jeudi soir, sitôt le camp de Bria désertée par les mercenaires russes de Wagner, les populations se sont jetés sur le maigre butin de cette enceinte. Le contingent rwandais de la Minusca (force des Nations unies) n'a pu s'opposer à une population révoltée. « Les habitants ont emporté ce qu'ils pouvaient, confie un observateur. Ils ont même déployé un drapeau français sur un grillage tellement les Russes étaient détestés après avoir volé des poules chez des particuliers et exhibés leurs torsos nus dans le camp. Ils refusaient aussi recourir aux pisteurs locaux pour les explorations de sites aurifères et diamantifères. »

A Bangui, la population est inquiète. Le pouvoir a recours à la violence pour faire respecter le couvre-feu. Les frontières aériennes ont été fermées après l'attaque sur la capitale. « Ça fait deux ans que l'on assiste à un pourrissement de la situation, confie un député centrafricain sous couvert d'anonymat. Nous avons prévenu la communauté internationale mais elle a préféré fermer les yeux et accompagner le président Touadéra qui a organisé une élection frauduleuse dans un semblant de démocratie. Celle-ci n'a pas pu se tenir que dans la moitié du pays, en raison de l'avancée des rebelles, et la situation politique est aujourd'hui bloquée. »

Selon l'élu, il était illusoire d'organiser un scrutin dans un pays occupé par la rébellion. Mais le président Touadéra, fort des soutiens russes et rwandais, a voulu passer en force. L'opposition a quand même participé afin de sauver des postes de députés mais l'ex général-président Bozizé, exclu de la compétition, a uni ses forces avec les rebelles de la Seleka, pourtant autrefois ses adversaires. « C'est l'année zéro en République centrafricaine (RCA), poursuit l'élu. Le mandat de Touadéra n'a servi à rien. » La population refuse de soutenir les rebelles qui s'opposent à d'autres mercenaires à la solde du pouvoir.

« La seule manière de sortir de l'impasse est d'ouvrir un dialogue avec l'opposition et les groupes armés tout en sachant qu'il sera difficile à mener, poursuit le député. Les rebelles n'ont pas de revendications politiques particulières. Ils veulent simplement garder voire étendre leurs positions territoriales et poursuivre leurs pillages des ressources. » Dans leur zone, ils ont aussi établi de petites régies financières, prélevant leur dîme sur les activités et le transit.

Coincés entre un pouvoir autoritaire et les groupes armés, les Centrafricains sont désespérés. Quelque 90 000 personnes ont dû fuir leur foyer. Elles s'ajoutent aux 600 000 personnes déplacées à l'intérieur et 600 000 autres dans les pays voisins. Les humanitaires ont suspendu leurs opérations dans plusieurs régions en raison des troubles électoraux et de l'insécurité accrue, laissant sans assistance une grande partie des 2,8 millions de personnes ayant besoin d'une aide essentielle, tandis que les prix des produits de première nécessité flambent. Dans plusieurs localités, beaucoup de familles n'ont plus à manger.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

«Entraver notre accès dans le pays revient à couper la ligne de vie à plus de la moitié de la population qui dépend de l'aide humanitaire pour survivre»

« Comme la plupart des autres organisations humanitaires, nous avons interrompu notre intervention dans la plus grande partie du pays, notamment dans les localités de Nana Gribizi, Basse-Kotto et Mabere Kade, où plus de 120 000 personnes déplacées dépendent de l'aide humanitaire pour survivre, explique David Manan, directeur du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) en RCA. Nous sommes très inquiets des conséquences pour les civils qui ont besoin d'aide, mais il est tout simplement trop dangereux pour nous de continuer à opérer pour le moment. »

Les attaques répétées contre les travailleurs humanitaires ont forcé de nombreuses organisations internationales à fermer leurs bureaux sur le terrain et à rapatrier leur personnel dans la capitale. Depuis le 15 décembre, 41 incidents contre le personnel humanitaire ont été enregistrés, dont le meurtre d'un travailleur et 35 braquages de bases sur le terrain. « Entraver notre accès dans le pays revient à couper la ligne de vie à plus de la moitié de la population qui dépend de l'aide humanitaire pour survivre, poursuit David Manan. Le dialogue et l'interaction entre les acteurs civils et militaires en RCA sont nécessaires pour éviter les incidents sur le terrain et préserver l'espace humanitaire. » Autrefois régulièrement au chevet de la Centrafrique, la France fait aujourd'hui le service minimum. Elle est opposée à un retour dans le jeu de l'ex-président Bozizé et soutient, sans grand enthousiasme, le pouvoir du président Touadéra. En privé, certains diplomates ne sont pas mécontents que les Russes se prennent les pieds dans le tapis.

Guerre des trolls. Cela permet de rééquilibrer le récit alors que les interventions militaires en Afrique gagnent en impopularité et que Français et Russes se livrent à une guerre des trolls pour dénoncer leurs ingérences armées respectives. Sur le plan militaire, la France se contente d'une action assez symbolique quoique fortement onéreuse pour le contribuable. Des avions de chasse sont envoyés au-dessus des zones de combat comme un avertissement à des rebelles qui n'ont jamais réellement pris la menace au sérieux.

A l'ONU, Paris semble déployer plus d'énergie. Un conseil de sécurité s'est tenu mercredi à la demande de la France, qui a permis au Français Jean-Pierre Lacroix, patron des Casques bleus, de dresser un point de situation. Cette réunion à huis clos sera suivie en milieu de semaine prochaine d'une autre session, cette fois à la demande de la Centrafrique qui réclame des hélicoptères de combat pour les soldats onusiens et une levée de l'embargo sur les armes. Les Etats-Unis et la France tenteront de négocier, en retour, le départ des mercenaires russes. Sans son parapluie du Kremlin, le président Touadéra devrait alors se plier aux injonctions de la communauté internationale.

La France joue les gendarmes face à l'Iran

L'Élysée hausse le ton et s'aligne sur les positions américaines dans l'optique des négociations sur l'épineux dossier du nucléaire iranien.



Le président français Emmanuel Macron rencontrant son homologue iranien Hassan Rohani le 23 septembre 2019 au siège des Nations unies à New York.

© LUDOVIC MARIN / AFP - Par *Armin Arefi*
- Publié le 29/01/2021 à 12h00 - Modifié le 29/01/2021 à 12h02



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

Le premier échange téléphonique entre Joe Biden et Emmanuel Macron a permis de mesurer les convergences entre les États-Unis et la France sur un des dossiers les plus brûlants de 2021 : le nucléaire iranien. « Les États-Unis ont insisté sur la nécessité d'une coopération sur le dossier iranien et sur leur volonté de prendre en compte de façon plus générale les questions de paix et de sécurité au Moyen-Orient », se félicite l'Élysée.

« Nous avons vérifié la coïncidence de nos vues sur l'Iran et nous sommes clairs sur ce qu'il faut faire et la manière de le faire. » Joe Biden n'a pas caché son souhait de rejoindre l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 (JCPOA), qu'a déchiré Donald Trump en mai 2018, alors qu'il avait été également signé par la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Russie et la Chine. Mais le nouveau président américain y a assorti une condition : que l'Iran, qui a repris depuis un an ses activités atomiques les plus sensibles en réponse aux sanctions américaines qui asphyxient son économie, revienne au préalable au respect total et entier de ses engagements. Car il y a urgence.

En vertu d'une loi votée en décembre par le Parlement iranien, en réponse à l'assassinat le mois précédent à Téhéran du scientifique iranien Mohsen Fakhrizadeh, attribué par l'Iran à Israël, la République islamique a repris en début d'année l'enrichissement d'uranium à 20 %, un seuil bien supérieur à celui fixé par le JCPOA (3,65 %) et qui réduit à moins d'un an le temps qu'il faudrait à l'Iran pour se doter de la bombe atomique s'il le décidait (le « breakout time »). En parallèle, Téhéran poursuit ses activités illicites de recherche et de développement en mettant au point des centrifugeuses avancées. « L'administration américaine va trouver devant elle un dossier iranien bien différent d'il y a quatre ans », sous Barack Obama, souligne un haut diplomate occidental. « L'Iran a accumulé les compétences et les stocks qui peuvent lui donner la capacité pleine et entière d'obtenir l'arme atomique. »

« Carte gagnante »

À Téhéran, on explique que ces mesures sont réversibles (sauf pour la recherche et le développement), et visent avant tout à renforcer la main de l'Iran dans le cadre des négociations à venir avec les États-Unis. « Cela peut être une carte gagnante. Nous avons augmenté pas à pas nos capacités technologiques sans jamais sortir de l'accord sur le nucléaire iranien », insiste un haut diplomate moyen-oriental. « Comme le souligne le guide suprême dans une fatwa, nous ne souhaitons pas nous doter de la bombe et l'ayatollah Khamenei n'est pas opposé aux négociations. Ce que nous voulons, c'est la levée des sanctions. » À l'inverse des États-Unis, l'Iran souhaiterait que Washington, qui s'est unilatéralement retiré du JCPOA il y a près de trois ans, fasse le premier pas avant que Téhéran ne rentre à son tour dans le rang.

C'est là qu'intervient la France. Toujours partie prenante de l'accord sur le nucléaire iranien, même si elle n'a jamais été en mesure de contrebalancer les sanctions américaines, Paris estime, à l'inverse de Téhéran, Moscou et Pékin, que c'est à l'Iran de donner des gages dans cette affaire. « Le fait est que les sanctions américaines prises depuis 2018 ont entraîné des violations inacceptables de la part de l'Iran », pointe l'Élysée. « Notre souhait est d'obtenir des assurances de la part de l'Iran, avec des gestes vérifiables, qu'il n'accumule pas davantage de capacités nucléaires. Puis nous verrons sur quelle base nous pouvons avoir une discussion élargie, car le JCPOA est important, mais pas suffisant. »

« Nouveau rapport de force »

Les nouvelles exigences françaises vis-à-vis de Téhéran font bondir François Nicoulaud, ancien ambassadeur de France à Téhéran. « Cette réaction française est pour le moins surprenante, car cela ne fonctionnera jamais avec les Iraniens qui ne feront jamais le premier pas, ce qui serait suicidaire sur le plan intérieur pour le président Hassan Rohani », explique l'ex-diplomate.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

« Seuls des pas simultanés des deux côtés nous rapprocheraient d'une solution. » Avant même de parvenir à ressusciter un accord nucléaire vidé de sa substance, la France envisage la conclusion d'un JCPOA élargi (JCPOA +) à toutes les préoccupations de la communauté internationale sur l'Iran. Lancée par Emmanuel Macron dès 2018, cette idée impliquerait de trouver également une issue au programme de missiles balistiques de la République islamique, et à l'épineuse question des « activités iraniennes régionales » (soutien aux mouvements et régimes opposés aux États-Unis, à l'Arabie saoudite et à Israël, NDLR). « Nous assistons aujourd'hui à une extension de l'influence iranienne dans la région, ce qui crée un nouveau rapport de force au moment où nous souhaitons réengager les choses sérieusement avec l'Iran », souligne le haut diplomate occidental. « Nous avons un haut niveau d'exigence avec l'Iran. Si nous nous engageons dans des négociations sur l'ensemble des questions relatives à la paix et à la sécurité au Moyen-Orient, il faudra qu'il y ait des concessions des deux côtés. »

Cet « accord élargi » que la France appelle de ses vœux semble pourtant hors de portée tant le calendrier est serré à Téhéran. Il ne reste que six mois au gouvernement « modéré » du président Hassan Rohani pour s'entendre avec les États-Unis avant la prochaine élection présidentielle iranienne, qui pourrait consacrer un candidat conservateur, potentiellement bien plus intransigeant, à la tête de l'exécutif. « Nous n'avons pas beaucoup de temps », prévient le haut diplomate moyen-oriental. « Si l'équipe de négociation américaine, que nous connaissons bien, fait preuve de sagesse, alors, elle ne traitera dans un premier temps que de la question du nucléaire. Car ce sera très dur pour le reste. La question des missiles fait partie de notre sécurité nationale. Si nous nous en débarrassons, qui nous protégera ? »

Urgence

Pour l'heure, l'administration Biden semble déterminée à trouver en premier lieu une issue au JCPOA, avant de s'attaquer au cœur du problème avec la République islamique. À l'occasion de sa première conférence de presse, le nouveau secrétaire d'État Antony Blinken a ainsi laissé entendre que le dossier iranien serait traité en deux temps. « L'Iran a cessé de respecter ses engagements sur plusieurs fronts. Cela prendra un certain temps, s'il prend cette décision, de revenir dans les clous, et il faudra aussi du temps pour que nous puissions évaluer s'il respecte ses obligations », a déclaré, mercredi, le démocrate. « Ensuite, nous utiliserions cela comme un point de départ pour bâtir, avec nos alliés et partenaires, ce que nous avons appelé un accord plus durable et plus fort, pour gérer plusieurs autres sujets qui sont très problématiques dans la relation avec l'Iran. »

Mais la relative prudence du nouveau chef de la diplomatie américaine tranche avec l'urgence de la situation, alors que le Parlement iranien a imposé au gouvernement de cesser dès le 21 février prochain la mise en œuvre du protocole additionnel au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui permet des inspections poussées de l'Agence internationale de l'énergie atomique en Iran. « Les Américains semblent vouloir gagner du temps pour faire plaisir aux républicains, et à leurs alliés israéliens et saoudiens », analyse François Nicoullaud. « Or, si aucun accord n'est trouvé dans les six semaines, alors, il ne se passera rien, tant que les conservateurs iraniens rechignent à offrir ce succès diplomatique au président Hassan Rohani ».

Le nom du prochain envoyé spécial du président Biden pour l'Iran, qui devrait être le diplomate Robert Malley, pourrait néanmoins donner une idée quant aux intentions réelles des États-Unis vis-à-vis de la République islamique. Dans une interview au *Point* réalisée le 13 novembre, au lendemain de la victoire du président démocrate, cet ancien haut conseiller de Barack Obama pour le Moyen-Orient estimait que les États-Unis, comme l'Iran, avaient intérêt à regagner rapidement le JCPOA. « A priori, les lois de la pesanteur politique font que les deux pays se dirigeront probablement dans la même direction sur ce point », déclarait-il alors.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

Le talon d'Achille d'Erdogan

ÉDITO. L'état dramatique de l'économie turque offre à l'Europe une occasion de reprendre la main face à la Turquie, avec le soutien de Joe Biden.

Par Luc de Barochez - Publié le 08/12/2020 à 10h00 - Modifié le 08/12/2020 à 12h38

Recep Tayyip Erdogan va regretter Donald Trump. Ces deux-là s'entendent comme larrons en foire. Le président turc est le chef d'État étranger que l'hôte de la Maison-Blanche prend le plus souvent au téléphone. « *Erdogan m'écoute* », s'est vanté Trump. L'inverse est vrai aussi : le président sortant a tout fait pour bloquer les sanctions contre Ankara que réclame le Congrès. Une large majorité d'élus américains reproche au despote du Bosphore – dont le pays est pourtant membre de l'Otan – de conspirer avec la Russie et l'Iran contre les intérêts occidentaux.

L'installation de Joe Biden à la présidence, le 20 janvier, change la donne. Le budget américain de la défense pour 2021, qui doit être voté avant le 31 décembre, contient une disposition législative obligeant la Maison-Blanche à sanctionner Ankara pour avoir acheté l'an dernier des systèmes russes de défense antimissile. Le président élu n'aura pas d'états d'âme à prendre des mesures punitives. Il a exprimé pendant la campagne son souhait de « *soutenir l'opposition* » en Turquie, plutôt que celui qui la dirige depuis dix-huit ans.

Une page va-t-elle se tourner pour le chef de file de l'islamisme politique ? Erdogan peut tout se permettre ces temps-ci, sans que les Européens n'osent le freiner. Ni les menaces de sanctions (symboliques) de l'Union européenne, ni les gesticulations militaires d'Emmanuel Macron, ni les protestations de la Grèce, ni les efforts diplomatiques en sous-main d'Angela Merkel, ni les tentatives de médiation de l'Otan ne l'ont amené à la modération. En Libye, en Syrie, en Irak, dans les eaux de Méditerranée orientale, dans le Caucase enfin, son activisme militaro-politique s'est déployé sans entrave. Son soutien à l'Azerbaïdjan lui a permis d'engranger cet automne une victoire significative au Haut-Karabakh.

L'Europe face au pouvoir de nuisance d'Erdogan

L'Europe court un risque stratégique si elle continue à tolérer les abus d'Erdogan. En principe, celui-ci remettra en jeu son mandat présidentiel aux élections de 2023, année du centenaire de la République turque. L'approche du scrutin l'incitera probablement à faire monter la tension d'un cran. Les dossiers ultrasensibles où il peut déchaîner son pouvoir de nuisance sont légion : réfugiés, Chypre, eaux territoriales grecques, Afrique du Nord....

Malgré les intentions de fermeté affichées par Joe Biden, les Européens seraient bien naïfs de se reposer exclusivement sur Washington pour endiguer la menace. Le président élu, qui veut se focaliser sur la Chine, n'entend pas réimpliquer les États-Unis au Proche-Orient. Beaucoup parmi ses conseillers, ainsi qu'au Pentagone, considèrent que la Turquie est indispensable pour contenir la Russie – sans elle, la mer Noire et les détroits ne peuvent pas être contrôlés. La base militaire américaine d'Incirlik en Anatolie, où sont déployées des ogives nucléaires, est un maillon essentiel du dispositif sécuritaire américain. Erdogan prend déjà les devants pour amadouer Biden. Il a, par exemple, repris langue avec Israël ces dernières semaines. Il ne serait pas étonnant qu'il libère quelques prisonniers politiques parmi les milliers qu'il a fait embastiller.

La vraie vulnérabilité de Recep Tayyip Erdogan est ailleurs : l'économie turque est au plus mal. Le spectaculaire relèvement des taux d'intérêt le mois dernier, le limogeage du gouverneur de la banque centrale



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

et la démission du gendre du président du poste de ministre des Finances n'auront apporté qu'un répit éphémère à la livre turque. La Turquie a dépensé 140 milliards de dollars en pure perte ces deux dernières années pour soutenir sa monnaie, dont la valeur a encore fondu d'un tiers depuis le 1^{er} janvier. L'inflation galope et le chômage augmente à la suite de la récession induite par la pandémie. Les investisseurs internationaux fuient le pays. La décision de Volkswagen de renoncer cet été à construire une usine automobile à Izmir est emblématique.

Malgré son engagement à ne jamais passer sous les fourches Caudines du FMI, il n'est pas exclu que le président turc tende la sébile dans les mois qui viennent. On parle d'un besoin de financement de plusieurs dizaines de milliards de dollars. L'Europe a une carte à jouer, y compris pour faire cesser le boycott illégal des produits français et pour moderniser l'union douanière. La Turquie est plus dépendante de l'Union européenne que l'inverse puisqu'elle y réalise plus de 60 % de ses exportations. La procrastination n'est plus de mise. L'Europe doit saisir l'occasion pour remettre Erdogan à sa place.

Les Frères musulmans en Europe: Un regard sur leurs liens avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Beaucoup d'encre a coulé au sujet du réseau mondial des Frères musulmans (FM) en Europe, où il est actif depuis six décennies. Bien que sa présence ne soit pas un secret, on en sait peu sur ses liens avec la région et son élite politique. Cette confrérie gère soigneusement ses relations via des groupes caritatifs légalement établis, répartis à travers le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France.

Loin d'être isolée au sein de leurs communautés européennes respectives, chacune de ces organisations est ouvertement liée à une circonscription spécifique au Moyen-Orient. Par exemple, les bases en Allemagne assurent la liaison avec la branche turque et syrienne des Frères musulmans, tandis que celles de Londres travaillent avec l'Irak et Gaza. Parallèlement, les islamistes français sont directement liés aux principaux partis politiques en Algérie et en Tunisie. Ces groupes basés en Europe s'introduisent rarement sur le territoire de l'autre. Ils opèrent selon une hiérarchie claire et structurelle, et leur objectif principal est de distribuer des fonds aux affiliés locaux tout en répandant la doctrine des Frères musulmans dans tout le monde arabe. Voici la répartition des différents groupes à travers l'Europe.

Organisation: Union of Good (Union du Bien)

Base: Royaume-Uni

Connexion: Gaza

Le premier grand groupe avec des tentacules régionaux est l'tilaf al-Kheir (Union of Good) — une organisation notoire basée au Royaume-Uni et dirigée par Sheikh Yusuf al-Qaradawi, le parrain spirituel de la confrérie, basé à Doha. Il a fondé le groupe après le déclenchement de la deuxième Intifada palestinienne en 2000 avec la mission déclarée de collecter des fonds pour le Hamas. En novembre 2008, les États-Unis ont mis le groupe sur liste noire.

L'Union of Good se concentre sur Gaza et est actuellement dirigée par Issam Mustapha — un ancien membre du bureau politique du Hamas qui est un bon ami du chef du groupe terroriste Ismaïl Haniyeh.

Mustapha est un visiteur fréquent à Ankara, où il a été reçu avec honneurs par le président turc Recep Tayyip Erdogan et où il travaille en étroite collaboration avec la Fondation turque de secours humanitaire IHH. Il est administrateur délégué du fonds caritatif britannique Interpal, avec des liens avec tous les principaux groupes affiliés à la confrérie des Frères musulmans au Royaume-Uni.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

L'Union of Good est dirigée par un conseil d'administration de 10 membres — tous ouvertement affiliés au Hamas. Mustapha a joué un rôle déterminant dans la canalisation des fonds qatariens vers Gaza, visant davantage à acheter des armes pour le Hamas et à financer son activité militaire plutôt qu'à soulager la pression économique sur les Gazaouis.

Plus récemment, l'Union of Good s'est concentrée sur la collecte de fonds pour le Hamas avant les prochaines élections législatives et présidentielles dans les Territoires palestiniens, qui auraient dû avoir lieu en 2020 mais qui ont été retardées, entre autres, en raison du Covid-19.

Le groupe dispose d'un large réseau dans la ville de Gaza et parmi ses interlocuteurs, comptent Jamal al-Tawil — ancien chef de l'Organisation Islah à Ramallah et sa fille photojournaliste Boushra et Abdul Khaleq al-Natsheh — chef de l'Organisation caritative islamique à Jéricho.

Organisation: The Muslim Association of Britain (MAB)

Base: Royaume-Uni

Connexion: Irak

Al-Rabita al-Islamiya (L'Association musulmane de Grande-Bretagne) est un autre front britannique pour les Frères musulmans avec des liens étroits à l'intérieur de l'Irak. Il a été initialement créé pour encourager les musulmans britanniques à s'engager dans la politique locale, mais s'est transformé en un véhicule pour l'activité du bromure de méthyle à Bagdad, grâce à ses anciens et actuels chefs irakiens Omar Hamdun et Anas Al-Takriti.

Hamdun est un dentiste devenu prédicateur et militant politique, né et élevé au Royaume-Uni. Il est actuellement le visage public du MAB, mais le vrai pouvoir reste entre les mains d'Al-Takriti — le fondateur et président de la Fondation Cordoba, accusé d'être un front pour les Frères musulmans en Europe par le Premier ministre britannique David Cameron. Le père d'Al-Takriti, Oussama, est à la tête du Parti islamique irakien, le plus grand parti sunnite d'Irak — poste qu'il a repris de Tarek al-Hashemi. Les Takritis, originaires de la ville natale de Saddam Hussein de Tikrit, sont très bien connectés à la communauté politique en Irak. Pendant ce temps, Anas est proche de l'adjoint de son père Eyad al-Samerrai — ancien président du Parlement irakien.

Anas est également étroitement lié à deux personnalités palestiniennes de premier plan — l'universitaire londonien Azzam Al-Tamimi et le chef du Hamas Mohammad Sawalha. Il est également bien lié aux Frères musulmans syriens basés à Doha, qu'il soutient depuis le déclenchement du conflit syrien en 2011.

La connexion Takriti a entaché le travail d'une autre organisation basée au Royaume-Uni, al-Majlis al-Islami (le Conseil musulman de Grande-Bretagne), qui a été créée en 1997, mais a depuis été infiltrée par MAB. C'est la plus grande organisation musulmane du Royaume-Uni, servant de parapluie à près de 500 mosquées et écoles. Un rapport de 2015 du gouvernement britannique a accusé le Conseil musulman de «liens importants» avec les Frères musulmans — une accusation qu'il a démentie.

Organisation: Islamic Relief Worldwide (Organisation du Secours islamique)

Base: Royaume-Uni

Connexion: Égypte

Le Munazamet al-Igatha al-Islamiya (Islamic Relief Worldwide) est une organisation basée à Birmingham qui a été fondée en 1984. Son fondateur, Hani al-Banna, est un médecin égyptien qui a amené l'organisation au Caire après l'élection de Mohammad Morsi en 2012, en l'utilisant comme un front pour financer les activités des Frères musulmans. Il nie toute relation avec l'imam Hassan al-Banna — le fondateur égyptien des Frères musulmans — mais affirme qu'al-Banna est le «père spirituel» du travail de secours dans le monde.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

Il est dangereusement proche d'Issam Haddad — un membre de haut rang de la confrérie égyptienne, qui est devenu l'assistant spécial de Morsi en 2012-2013 et dont le fils, Jihad, était un porte-parole médiatique des Frères musulmans en Égypte, pendant son bref passage au gouvernement. Tous deux ont ensuite été arrêtés pour appartenance à une organisation interdite, incitation à la violence et liens avec le Hamas.

Ahmad Kazem al-Rawi — membre irakien du Conseil européen pour la fatwa et la recherche et de l'Union mondiale des oulémas musulmans, présidée par al-Qaradawi, est un membre éminent de Islamic Relief Worldwide.

Enfin, il y a Ibrahim Munir — membre du Conseil d'orientation des Frères musulmans égyptiens basé à Cricklewood, au nord-ouest de Londres. En décembre dernier, il a été élu guide adjoint de la confrérie égyptienne, tout droit du centre de Londres.

Organisation: La Communauté islamique d'Allemagne

Base: Munich

Connexion: Turquie et Syrie

En Allemagne, la présence des Frères musulmans remonte à 1960 lorsque le gendre de Hassan Al-Banna, Saïd Ramadan, a mis le pied à Munich quelques années auparavant. En plus du Centre islamique, qu'il a dirigé, il existe d'autres groupes affiliés comme l'Organisation de l'Assemblée islamique, le Conseil central des musulmans d'Allemagne et la Communauté islamique d'Allemagne (ICG), basée à Munich.

À la mort de Morsi en 2019, l'ICG a orchestré une prière nationale en commémoration. Le leader actuel des Frères musulmans en Allemagne est Ibrahim Al-Zayyat. Il est marié à la nièce de Necmettin Erbakan, le mentor de Recep Tayyip Erdogan et est probablement la figure de proue des Frères musulmans en Europe. Il se trouve également qu'il est actionnaire de la banque al-Taqwa qui, à son tour, aurait des liens financiers avec al-Qaïda. Elle a été cofondée par son patron et prédécesseur de l'ICG, Ali Ghaleb Himmat — un membre syrien de haut vol des Frères musulmans arrivé en Allemagne avec Saïd Ramadan dans les années 1950. Al-Taqwa Bank canalise tous les fonds de la confrérie à travers l'Europe et gère les comptes du Hamas et d'Oussama Ben Laden.

Ces deux membres des Frères musulmans basés en Allemagne contrôlent un vaste réseau dans toute la région. Al-Zayyat, 52 ans, est en charge des relations turco-MB, tandis que Himmat s'occupe des islamistes syriens, avec de l'argent qatari, malgré son âge avancé de 83 ans. Il est proche d'Issam Al-Attar, l'ancien dirigeant des Frères musulmans de Syrie basé à Aix-la-Chapelle, qui, bien qu'officiellement à la retraite, demeure une figure monumentale des islamistes syriens à travers le spectre politique. Ironiquement, sa sœur est l'actuelle vice-Présidente de la Syrie, tandis que son successeur à la tête de la communauté syrienne des Frères musulmans est Akram Mzeik, également Damascène et actuellement Secrétaire général du Conseil des musulmans en Allemagne.

En Syrie, la confrérie des Frères musulmans est toujours interdite depuis les années 1960, mais elle a des adeptes importants dans le Nord-Ouest syrien, en particulier dans la région de Jabal al-Zawiyeh, tenue par l'opposition, dans la province d'Idlib. Ils sont fortement affiliés à la légion Sham, une puissante milice sur le champ de bataille syrien dont les membres ont été envoyés en Libye l'an dernier pour combattre aux côtés du chef de l'exécutif à Tripoli, Fayez al-Sarraj — un protégé d'Erdogan. Une grande partie de l'argent destiné aux activités syriennes en Libye est collectée par la communauté des Frères musulmans en Allemagne, notamment par l'intermédiaire des organisations susmentionnées. En janvier 2019, Al-Zayyat a rencontré des membres de l'Union turque islamique pour les affaires religieuses (DITIB) à la grande mosquée de Cologne, dans l'espoir de créer un front uni pour les Frères musulmans en Europe. Pendant ce temps, sa femme (nièce d'Erbakan) et son beau-frère gèrent la Millî Görüş — un mouvement politique et religieux inspiré d'Erbakan qui traite avec les Turcs de la diaspora. Il y a quinze ans, cette organisation comptait 87 000 membres à travers l'Europe, mais son nombre aurait maintenant doublé. Tous les membres reçoivent des allocations régulières, ainsi que des copies des discours et des dictées d'Al-Zayyat. Une grande partie de cet argent est collectée et transférée via Himmat, puis distribué par Al-Zayyat.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Organisation: Musulmans de France

Base: France

Connexion à la région: Tunisie et Algérie

Ces derniers mois, la France a été sous les feux des projecteurs du monde en raison de l'influence croissante des Frères musulmans dans le pays. Un rapport de 244 pages, élaboré par une commission de sénateurs français, paru en été 2020, a qualifié la confrérie des Frères musulmans d'« organisation dangereuse » dont les dirigeants devraient être bannis du territoire français. Il propose une campagne systématique pour combattre l'idéologie des Frères musulmans, plutôt qu'une simple interdiction de leurs activités. Cela comprend l'interdiction de la littérature d'al-Qaradawi — notamment le fameux *Le licite et l'illicite en Islam*, qui se vend librement en France — et la prédication du djihad et de l'antisémitisme. Les Frères musulmans en France contrôlent 147 mosquées, soit environ 10% des mosquées du pays, avec 600 associations toutes liées aux Musulmans de France. Jusqu'en 2017, le groupe était connu comme l'Union de l'organisation islamique en France (UOIF). Il a seulement changé de nom après que les Émirats arabes unis l'aient désigné comme une organisation terroriste.

Fondé par un groupe d'étudiants arabes en 1983, il s'est rapidement transformé en un groupe tunisien, algérien et marocain après que ses composantes syrienne, yéménite et irakienne aient commencé à disparaître, laissant derrière lui un nom bien en vue, Abdullah Bin Mansour, un Tunisien. Depuis lors, il est resté principalement concentré sur la Tunisie et l'Algérie, avec des liens forts avec le Parti tunisien Ennahdha et le Mouvement algérien de la Société pour la Paix (communément appelé Hamas). Des hommes comme Thami Breze et Ammar Lasfar sont d'anciens et actuels présidents de la communauté musulmane française et tous deux sont d'origine marocaine. Lasfar, prédicateur de la mosquée de Lille, a été conseiller du gouvernement français sur les affaires musulmanes à la fin des années 1980. Pourtant, contrairement au Royaume-Uni et à l'Allemagne, la direction des Frères musulmans en France est loin d'être aussi célèbre en dehors de sa communauté, composée principalement de prédicateurs de mosquée comme Tarek Oborou (Bordeaux), Izz al-Din Qassi (Lyon) et Hassan Iquioussen (cofondateur des Jeunes Musulmans en France). Peu de personnes en dehors de la France, de l'Algérie et du Maroc ont entendu parler de son commandement supérieur.

Beaucoup de grands noms des partis politiques dans leur pays reçoivent, ou ont reçu, un soutien régulier des organisations des Frères musulmans en France, dont Rached al-Ghanouchi, l'actuel Président du Parlement tunisien, Cheikh Mahfoud Nahnah (fondateur du Hamas algérien) et ses deux successeurs, le professeur Boughuerra Soltani et le titulaire Abdulrazzaq Makri. En 2014, Musulmans de France a maintenu la décision du Hamas de boycotter l'élection présidentielle algérienne et les réformes constitutionnelles qui ont suivi en 2016. En 2019, il a levé des fonds pour appuyer la candidature présidentielle de Makri contre Abdulaziz Bouteflika, élection qui n'a jamais eu lieu, en raison de la démission de ce dernier.

eeradicalization.com

Les territoires insoupçonnés du jihadisme africain

En Afrique de l'Ouest comme au Mozambique ou dans la région des Grands lacs, on assiste aujourd'hui à une progression des groupes jihadistes qui se nourrit des erreurs d'analyses commises depuis plusieurs années. Rien ne permet de croire à une victoire rapide. La progression de l'hydre jihadiste sur le continent ne fait aujourd'hui plus débat. Mais il est intéressant malgré tout de réfléchir à certains points dont l'importance a été sous-estimée et, peut-être aussi, à certaines erreurs qui ont été commises au fil des années.

Commençons par l'Afrique de l'Ouest. Les pays de la sous-région savent qu'ils ne sont pas à l'abri et que, progressant vers le sud, le péril a déjà franchi leurs frontières. Aucun n'a oublié l'attentat qui a ensanglanté Grand-Bassam (Côte d'Ivoire) en mars 2016, ou l'attaque qui a visé des touristes étrangers dans le parc de la Pendjari



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

(Bénin), en mai 2019. Leurs services de renseignements ont redoublé de vigilance mais aucun ne s'illusionne au point de croire que cela suffira à pallier la porosité des frontières.

Ils savent que la menace d'une radicalisation locale reste pour l'heure limitée. Mais ils n'ignorent pas que les recrutements ponctuels se multiplient. On sait, par exemple, que de nombreux jeunes Ghanéens ont rejoint Daech dès 2015 et que la situation ne s'est pas améliorée depuis. Au Burkina Faso, plusieurs cellules terroristes ont été démantelées, et, au Togo, les arrestations d'individus armés sont désormais monnaie courante.

Déjà trop tard ?

Ces pays ont-ils sous-estimé la dangerosité des liens entre le crime organisé et les organisations terroristes ? Même si les deux phénomènes sont complexes, même s'ils évoluent chacun de leur côté dans l'espace et dans le temps, l'on observe déjà des points de convergence et parfois même de coopération. Les connexions entre réseaux terroristes et cartels sud-américains, depuis les couloirs sahéliens, font ainsi planer le risque d'une aggravation de l'insécurité.

Sollicités par les pays côtiers, les États-Unis aussi bien que l'Union européenne ont commencé un travail de prévention. Mais n'est-il pas déjà trop tard ? D'autant que – et c'est un facteur aggravant – les conflits armés qui ont déchiré la Sierra Leone ou le Liberia ont permis à des acteurs transnationaux très mobiles de mettre en circulation d'importants arsenaux de guerre.

Intéressons-nous maintenant au Mozambique. De la même manière que, dans les années 1980, l'on a commis l'erreur de dissocier les espaces subsahariens et nord-sahariens, on a semblé négliger le fait que l'Afrique de l'Est et l'Afrique du Sud sont, depuis le Moyen-Âge, les terres de prédilection des conquêtes et des incursions musulmanes. On s'étonne aujourd'hui de voir la province de Cabo Delgado devenir le théâtre d'une insurrection qui n'en est qu'à ses débuts. Mais c'est oublier qu'à l'époque de Vasco de Gama, c'est un certain Mussa Bin Bique qui a donné son nom au sultanat musulman de l'île de Mozambique, puis au pays tout entier, bien avant l'établissement tardif des Portugais... en 1544.

Points de vue divergents

Nul ne sait mieux que les théoriciens de Daech jouer des symboles ou des narrations de conquête. L'organe de propagande de l'État islamique (EI), Al-Naba, fait état, dans ses récentes parutions consacrées à l'Afrique, de l'insurrection au Cabo Delgado, qu'il présente comme le nouveau refuge des groupes terroristes vaincus ou affaiblis au Levant.

Ni le Mozambique ni la communauté internationale n'avaient prévu une telle insurrection avec une charge religieuse catalysant revendications et frustrations de divers ordres. Surpris par l'ampleur du phénomène, les analystes tentent d'en identifier l'origine, mais les points de vue divergent. Certains désignent les Shebab, tandis que d'autres signalent un afflux de ressortissants des pays d'Afrique de l'Ouest. La situation est d'autant plus complexe que le Cabo Delgado attire même des éléments d'anciennes rébellions, dont certaines ont sévi au Burundi ou dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

L'EI cherchant à s'ancrer plus solidement dans la région et à nouer des alliances au sein des populations, ses théoriciens vont continuer à surfer sur la rhétorique de communautés musulmanes « opprimées » dans des pays de forte « culture chrétienne » – ce qu'est précisément le Mozambique.

Vers une africanisation du jihad

Dans la région, certains pays ont connu, bien avant le Mozambique, des attentats et des incursions périodiques des Shebab – c'est le cas par exemple de la Tanzanie. Mais ils ont beau sembler préoccupés par la dégradation de la situation sécuritaire, ils ne veulent pas être le théâtre d'une intervention régionale ou internationale.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

Déjà en proie à d'interminables conflits, la région des Grands Lacs n'est pas en reste. Les Forces démocratiques alliées (ADF, en anglais), un groupe armé originaire de l'Ouganda établi dans la province du Nord-Kivu depuis le milieu des années 1990, a prêté allégeance à l'EI. Des attaques ont été menées à la frontière congolo-ougandaise, et l'EI, qui compte bien s'étaler du Mali à la Somalie, a annoncé la naissance de l'une de ses branches africaines, baptisée « Province d'Afrique centrale ».

L'arrestation, en 2018, des Kényans Walid Zein et Halima Adan, qui ont établi à partir de la région un réseau complexe de facilitation financière pour le compte de l'EI couvrant l'Europe, le Moyen-Orient, les Amériques et l'Afrique de l'Est, montre elle aussi que cette région est en train de devenir une plateforme incontournable du terrorisme international.

Cette dynamique sans commune mesure inaugure une nouvelle ère : la transformation progressive des zones de conflit d'Afrique centrale, riches en minerais et politiquement instables, en eldorados du financement du terrorisme mondial. Une africanisation du jihad, à l'heure d'une mondialisation des vulnérabilités dans un contexte post-Covid-19, avec son lot de populisme et de surenchères identitaires, qui n'augurent en rien d'un retour à la stabilité, encore moins d'une hypothétique victoire contre le terrorisme international.

jeuneafrique.com

Pourquoi l'Arabie saoudite et le Qatar enterrent la hache de guerre

Après trois ans de blocus, Riyad a rouvert ses frontières avec Doha. Une réconciliation qui arrange tout le monde... sauf les Émirats arabes unis et leur leader MBZ.

Par Armin Arefi - Publié le 05/01/2021 à 14:00 | Le Point.fr



Le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, accueille l'émir du Qatar, Tamim al-Thani, le 5 janvier 2021 à Al-Ula, en Arabie saoudite.

© BANDAR AL-JALOUUD / Saudi Royal Palace / AFP

Le symbole est fort. Soumis pendant trois ans et demi à un implacable blocus imposé notamment par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, le Qatar a décidé de participer au 41^e sommet annuel du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui se tient ce mardi dans la province saoudienne

d'Al-Ula, dans le nord-ouest du royaume. Et ce n'est autre que l'émir du petit mais richissime État gazier, Tamim ben Hamad al-Thani, qui dirigera la délégation qatarienne dans ce regroupement des six monarchies du Golfe qui compte également les Émirats arabes unis, Oman, le Koweït et Bahreïn.

Cette décision fait suite à la réouverture des frontières saoudiennes terrestres, maritimes et aériennes avec son voisin qatarien, annoncée lundi par le Koweït, qui a servi de médiateur. Les deux voisins du Golfe, dont les relations diplomatiques sont rompues depuis juin 2017, devraient profiter de l'occasion pour sceller leur réconciliation, tout du moins en façade. Le sommet du CCG sera placé sous le signe de la « réunification et la solidarité », a ainsi assuré le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane (MBS), selon l'agence de presse saoudienne SPA. « Si l'Arabie saoudite ouvre son espace aérien, on ne voit pas comment les autres États arabes du Golfe ne feront pas de même », explique Fatiha Dazi-Héni, chercheuse à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem), où elle officie en tant que spécialiste des monarchies de la



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

péninsule arabique et du golfe Persique. « Le blocus du Qatar ne tient plus et le sommet du CCG est l'occasion d'enterrer officiellement la hache de guerre. »

Liens avec les Frères musulmans

À plusieurs reprises, l'Arabie saoudite avait tenté de reprendre langue avec le Qatar, à qui elle a imposé un embargo terrestre, maritime et aérien en compagnie des Émirats arabes unis, de Bahreïn et de l'Égypte. En vain, à chaque fois, Abu Dhabi s'opposait à tout rapprochement avec la monarchie gazière. Cette fois, ce retournement de situation permettrait à MBS de se sortir d'une crise qui était devenue inextricable. Poussé à l'époque par l'homme fort des Émirats, le prince héritier d'Abu Dhabi, Mohammed ben Zayed (MBZ), à agir contre l'émirat rebelle, le fils du roi Salmane avait parié sur un affaiblissement économique du Qatar le forçant à rentrer dans le rang imposé par son « grand frère » saoudien. Principale cible, la politique régionale qatarienne de soutien aux Frères musulmans, aux antipodes de celles de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, promouvant des régimes militaires et autoritaires dans le monde arabe.

Riyad et Abu Dhabi avaient ainsi fixé à Doha un ultimatum : 13 conditions drastiques à respecter pour obtenir la levée des restrictions. Parmi elles, la fin du soutien au terrorisme, la rupture des liens avec la confrérie islamiste, la réduction des relations avec l'Iran, la fermeture d'une base turque installée dans le pays et celle de la chaîne panarabe Al-Jazira. Mais, fort de ses immenses réserves en gaz (les deuxièmes au monde) et grâce au soutien inespéré de la Turquie et de l'Iran, le Qatar a résisté et a même accru son autonomie. « Si l'embargo a beaucoup gêné le Qatar au départ, il est peu à peu devenu extrêmement contre-productif pour l'Arabie saoudite, souligne Fatiha Dazi-Héni. Beaucoup de PME saoudiennes qui vendaient des produits agroalimentaires et des matériels de construction au Qatar ont perdu des parts de marché, ce qui est absurde car il s'agit quasiment du même pays. »

Le Qatar n'a rien cédé

Frappée par la baisse des cours du pétrole et l'épidémie de Covid-19, l'économie qatarienne reste aujourd'hui l'une des moins affaiblies du Golfe. Si le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une récession de 4,5 % pour 2020, il table sur un rebond de 2,5 % pour cette année. Résilient au niveau de ses finances, le Qatar est d'autant plus intransigeant sur le plan politique. Loin de satisfaire aux requêtes de Riyad et d'Abu Dhabi, Doha a au contraire poursuivi, à bas bruit, sa politique de soutien aux forces politiques arabes, dont les islamistes, se réclamant du « changement ». Le Qatar a renforcé ses liens avec la Turquie et l'Iran, adversaires déclarés de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis.

Cette division au sein des pétromonarchies du Golfe a fait le jeu de l'Iran, contrariant les efforts de l'administration Trump qui visent à mettre à genoux la République islamique. Décidé à profiter de ses derniers jours à la Maison-Blanche pour affaiblir durablement le régime iranien, Donald Trump a pesé de tout son poids pour arracher une réconciliation entre l'Arabie saoudite et le Qatar. Il a dépêché sur place en décembre son influent gendre et conseiller spécial Jared Kushner, un proche de MBS et de MBZ. « Ce sont les Américains, qui ont soutenu au départ le blocus contre le Qatar, qui se sont employés à nettoyer en quelque sorte leur méfait, ce qui permet à Donald Trump de sortir la tête haute et de tenter de placer le Qatar du côté de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis face à l'Iran, souligne une source proche de Doha. Mais le Qatar n'a cédé à aucune de leurs demandes », insiste-t-elle.

Geste en direction de Biden

Après plusieurs semaines de négociations ardues, le petit émirat a consenti à quelques gestes minimes. En échange de la réouverture des frontières de l'Arabie saoudite, le Qatar va retirer les plaintes qu'il avait déposées contre Riyad et Abu Dhabi devant les organismes internationaux. Par conséquent, Doha ne sera



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

plus contraint d'emprunter l'espace aérien de l'Iran, à qui il devait payer 100 millions de dollars par an. « Le Qatar est le grand gagnant, car il peut se targuer de sortir de cette crise la tête haute, sans avoir réalisé de concession majeure », analyse un diplomate occidental très familier du Golfe. « Quant à l'Arabie saoudite, pour qui ce conflit n'était pas une priorité, elle est également gagnante, dans la mesure où elle a réussi à reformer une certaine unité du Conseil de coopération du Golfe. Elle montre ainsi à la future administration américaine qu'elle est un interlocuteur crédible. »

Durant la campagne présidentielle, Joe Biden ne s'est pas montré tendre envers le royaume saoudien, notamment envers son prince héritier Mohammed ben Salmane, fustigé pour son rôle dans l'assassinat du journaliste dissident Jamal Khashoggi ou pour la guerre dévastatrice qu'il mène au Yémen. « Cette décision saoudienne est une façon de montrer patte blanche à la nouvelle administration américaine », estime la chercheuse Fatiha Dazi-Héni. Grand acteur, si ce n'est l'instigateur du blocus contre le Qatar, les Émirats arabes unis et leur homme fort, Mohammed ben Zayed, sont en revanche restés silencieux. « MBZ est mécontent, mais il n'a pas le choix car il est obligé de suivre les Américains », se réjouit la source proche du Qatar. « Même si nous reprenons des relations avec les Émirats, ce ne sera que de la façade, prévient-elle. Il n'y aura jamais d'amour fou entre nous. »

Sahel : les leçons oubliées de l'échec afghan

ANALYSE. Pour cet expert, la France persiste à appliquer de vieilles recettes et semble ne pas comprendre que celles-ci sont vouées à l'échec. Explication.



Sahel : les leçons oubliées de l'échec afghan © SOULEYMANE AG ANARA / AFP

Par Thierry Vircoulon* pour Theconversation.com

Publié le 12/01/2021 à 11h47

Maintenant que ce qui se disait en privé est devenu public, à savoir que la fin de la lutte contre les djihadistes au Sahel est impossible à prédire et que le gouvernement français ne peut assumer une guerre sans fin devant son opinion

publique, il convient de réfléchir aux erreurs qui ont conduit à l'impasse actuelle.

Au-delà des erreurs de stratégie politique et militaire, l'engagement militaire français dans cette partie du monde s'explique par l'oubli de deux leçons essentielles. Pourtant, ces deux leçons relèvent du savoir commun.

On ne peut pas gagner des guerres asymétriques

En France, cette leçon est connue depuis la guerre d'Indochine. De plus, la même erreur a été tragiquement répétée par les États-Unis au Vietnam (alors qu'il y avait le précédent français) et, plus récemment, en Afghanistan (alors qu'il y avait le donc connue depuis longtemps, les gouvernements français depuis Nicolas Sarkozy semblent l'avoir oublié. Si la nécessité de la guerre actuelle contre le terrorisme (c'est-à-dire contre l'islamisme radical) est difficilement contestable, les modalités de cette guerre le sont largement.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

Or l'une de ces modalités décidées par les autorités françaises a été l'engagement militaire dans des guerres asymétriques, en Afghanistan d'abord, puis au Mali.

En Afghanistan, il s'agissait surtout, pour le gouvernement de Nicolas Sarkozy, de se rapprocher des néoconservateurs américains et de renforcer la relation transatlantique. Au Mali, il s'agissait pour le gouvernement de François Hollande d'éviter la victoire des djihadistes et un effet de contagion régionale. Si l'armée française a gagné la première bataille avec l'opération Serval, elle se sait aujourd'hui incapable de gagner la guerre.

Le conflit originel s'est régionalisé en s'étendant au très fragile Burkina Faso et a métastasé en une pluralité de conflits locaux qui prennent de plus en plus une tournure interethnique. Cette dynamique conflictuelle, que l'« approche 3 D » (Défense, Développement, Diplomatie) n'a pas réussi à contenir, comporte des risques élevés pour la France : coopération de l'armée française avec des armées commettant des crimes de guerre ; rejet par les populations locales de la présence militaire française et exacerbation de la francophobie sur le continent ; risque pour l'armée française de bavures et d'être manipulée et entraînée à son corps défendant dans des règlements de comptes interethniques, etc. Toutes choses qui rappellent que, pour avoir voulu protéger le régime d'Habyarimana au Rwanda, la France s'est retrouvée impliquée dans le dernier génocide du XX^e siècle.

Ne pas gagner à moyen terme un conflit asymétrique, c'est s'enliser ; et s'enliser, c'est prendre les risques évoqués et devoir justifier toujours plus de pertes humaines devant l'opinion publique. De même que, en 2008, l'embuscade d'Uzbin avait contraint le gouvernement de Nicolas Sarkozy à arbitrer entre son désir de rapprochement avec Washington et l'impact des pertes sur l'opinion publique, le nombre croissant de militaires tués au Mali contraint le gouvernement d'Emmanuel Macron à repenser l'engagement militaire au Sahel alors que l'échéance de la prochaine élection se rapproche.

Ces deux gouvernements ont présenté à l'opinion publique ces « opérations extérieures » comme une guerre classique, c'est-à-dire une guerre qu'il faut mener pour la sécurité de la nation. Mais, pour beaucoup, ces opérations extérieures relèvent davantage de la politique étrangère que de la politique de sécurité nationale. La sécurité de la France semble moins en jeu en Afghanistan et au Sahel que son influence sur la scène internationale. Ce qu'un haut gradé a résumé en déclarant : « La France sans Barkhane, c'est l'Italie. »

Or cette politique est aujourd'hui doublement perdante : sur le plan intérieur, le coût humain de la politique du rang international est difficilement défendable devant l'opinion publique ; et, sur le plan extérieur, l'interventionnisme militaire des autorités françaises accroît la francophobie en Afrique – où la France a déjà perdu la bataille des cœurs et des esprits – et susciterait de nouvelles vocations terroristes. L'engagement dans des conflits asymétriques est donc une modalité contre-productive de la recherche ont mis en évidence le fonctionnement de l'État néopatrimonial (accaparement privé des biens publics par l'élite dirigeante et pratique politique essentiellement clientéliste) et ses effets délétères.

À long terme, le fonctionnement de l'État néopatrimonial aboutit au délitement insidieux des services publics, à la criminalisation des élites dirigeantes, à l'intensification des luttes de pouvoir et à la neutralisation de l'aide internationale. Celle-ci est assez largement détournée de son but initial et sert surtout à la survie des élites politiques du pays. Elle équivaut à remplir un tonneau que d'autres vident, notamment quand elle prend la forme de l'aide budgétaire, ce qui est de plus en plus fréquent. En 2020, la démonstration du lien entre décaissements d'aide budgétaire et gonflement de comptes offshore a coûté son poste à Penny Goldberg,



l'économiste en chef de la Banque mondiale, ce qui en dit long sur l'omerta qui règne dans les milieux de l'aide internationale. Si les bailleurs ont pris conscience dès les années 1990 que la gouvernance néopatrimoniale des États africains était au cœur de leurs problèmes, leurs efforts visant à réformer ou à changer cette gouvernance ont rarement été couronnés de succès. Selon les évaluations de la gouvernance en Afrique qui font référence (celle de la Fondation Mo Ibrahim et celle de la Banque mondiale), après une amélioration de la gouvernance de 2010 à 2015 cette dernière a stagné. En 2019, selon la Fondation Mo Ibrahim, l'état global de la gouvernance en Afrique a même régressé.

Au Sahel, cette mauvaise gouvernance a été exposée et n'épargne aucun secteur : la prolifération des trafics de drogue, d'armes, d'or et de migrants avec la complicité des gouvernants ; les relations notoires du président du Mali démis par les putschistes en août 2020 avec la mafia corse ; le train de vie extravagant de son fils ; les détournements de fonds au ministère de la Défense du Niger, etc.

Si le diagnostic de la gouvernance néopatrimoniale est bien connu, en revanche l'échec des méthodes de soins ne l'est pas. Appeler à focaliser l'action des bailleurs internationaux (un des « 3D ») sur la gouvernance et la réforme de l'État revient à ignorer les vingt dernières années de réformes de gouvernance promues par les donateurs. Beaucoup de programmes de changements institutionnels ont été mis en œuvre et des milliards de dollars ont été dépensés sans résultats probants. La plupart des évaluations de ces programmes mettent en évidence le caractère cosmétique des changements par décret et l'écart entre les textes adoptés et leur application. Certains régimes africains utilisent l'argument de la souveraineté pour refuser les réformes ou mènent des stratégies d'enlisement de ces dernières. L'aide internationale a démontré son incapacité à changer l'État néopatrimonial. Par conséquent, si l'on estime que l'une des conditions essentielles pour vaincre l'islamisme radical au Sahel est de demander aux gouvernants de mettre en œuvre des changements profonds qui vont à l'encontre de leurs intérêts directs, on comprend pourquoi la victoire est douteuse.

Les dirigeants français ont ignoré/oublié que l'on ne peut pas gagner des guerres asymétriques et que l'aide internationale n'a pas réussi à changer la gouvernance des États africains – c'est-à-dire que deux des 3D (Défense et Développement) étaient voués à l'échec. Pour avoir oublié ces leçons pourtant bien connues, le gouvernement français se retrouve aujourd'hui dans la même impasse que le gouvernement américain.

Dans le sillage du gouvernement américain, qui négocie sa sortie du conflit afghan avec les talibans, le gouvernement français vient de redécouvrir au XXI^e siècle une leçon tragique du XX^e.

Guerre d'Algérie: les principales propositions du rapport Stora

Par GEO avec AFP - Publié le 20/01/2021 à 17h27



© Getty

Il est né 15 ans après la fin du conflit en 1962, mais Emmanuel Macron accorde une grande importance à la guerre d'Algérie, dont il veut regarder en face "les blessures" afin de "réconcilier les mémoires" entre Français et Algériens.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

Dans cette optique, il a commandé un rapport à l'historien Benjamin Stora qui lui a été remis ce mercredi.

La principale recommandation du rapport Stora sur la colonisation et la guerre d'Algérie (1954-62) est la constitution en France d'une commission "Mémoire et Vérité" qui sera "chargée d'impulser des initiatives communes entre la France et l'Algérie sur les questions de mémoires". Elle "pourrait être constituée par différentes personnalités engagées dans le dialogue franco-algérien", selon le rapport remis mercredi par l'historien français Benjamin Stora au président Emmanuel Macron.

Voici quelques-unes des propositions que cette commission pourrait suggérer :

- poursuite de commémorations aux différentes dates symboliques du conflit (accord d'Evian le 19 mars 1962, hommage aux harkis, ces supplétifs de l'armée française, et répression des travailleurs algériens en France le 17 octobre 1961),

- restitution à l'Algérie de l'épée de l'émir Abdelkader, héros de la résistance à la colonisation française au XIXe siècle ;

- reconnaissance par la France de l'assassinat de l'avocat et militant politique Ali Boumendjel, pendant la bataille d'Alger en 1957, reconnu par l'officier français Paul Aussaresses dans ses mémoires,

- publication d'un "guide des disparus" algériens et européens pendant le conflit,

- travaux sur les essais nucléaires français dans le Sahara et leurs conséquences, ainsi que celles de la pose de mines antipersonnel durant la guerre,

- faciliter les déplacements des harkis et de leurs enfants entre France et Algérie,

- encourager la préservation des cimetières européens en Algérie, ainsi que des cimetières juifs et des tombes des soldats algériens musulmans morts pour la France pendant la guerre d'Algérie

- avancer sur la question des archives, avec comme objectifs le transfert de certaines archives de la France vers l'Algérie, et d'autre part permettre l'accès aux chercheurs des deux pays aux archives françaises et algériennes; processus plus rapide de déclassification des documents secrets,

- accorder une plus grande place à l'histoire de la France en Algérie dans les programmes scolaires et faciliter les travaux universitaires sur les sujets mémoriels entre les deux pays (facilitation de visas, d'accès aux archives, logements, etc.),

- réactiver le projet de Musée de l'histoire de la France et de l'Algérie, prévu à Montpellier (Sud) et abandonné en 2014,

- entrée au Panthéon de l'avocate Gisèle Halimi, figure d'opposition à la guerre d'Algérie,

- créer une commission franco-algérienne sur l'avenir du canon "Baba Merzoug", également appelé



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

"La Consulaire", qui était déployé en protection du port d'Alger en 1830, capturé par la France et actuellement installé dans le port de Brest (Ouest),

- ériger des "lieux de mémoire" sur quatre camps d'internement d'Algériens en France.

Rapport Stora sur la mémoire de la colonisation : scepticisme à Alger

RÉACTIONS. Les préconisations du rapport Stora ne font pas l'unanimité. Des historiens et éditorialistes les voudraient plus engagées sur la piste de la « repentance ».



Le 20 janvier 2021, l'historien Benjamin Stora a remis le rapport sur sa mémoire de la colonisation au président Emmanuel Macron. © CHRISTIAN HARTMANN / POOL / AFP

Par Adlène Meddi, à Alger
Publié le 21/01/2021 à 13h58

Au lendemain de la publication du rapport de

l'historien Benjamin Stora sur les « questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie », aucune réaction officielle n'a été enregistrée à Alger. Seuls des titres de presse se sont emparés du sujet, dont certains ont exprimé leur déception face au refus de Paris d'aller dans le sens de la repentance et des excuses. Pour le quotidien conservateur *Echourouk*, « le président Macron ne tient pas ses promesses [en refusant les excuses] qu'il avait tenues à Alger lors de sa visite en tant que candidat ». Allusion faite à la déclaration, en 2017, d'Emmanuel Macron, alors candidat en visite à Alger, qualifiant la colonisation de « crime contre l'humanité ».

La « repentance », une exigence

Pour *Le Midi libre*, « cette position ne fera que renforcer l'exigence du peuple algérien qui, lui, s'en tient mordicus à la revendication de la présentation par la France de ses excuses pour les crimes commis durant la colonisation. Certains, en Algérie, considèrent que la *repentance* de la France est la condition sine qua non pour booster les relations entre les deux pays ». En juillet 2020, le président Abdelmadjid Tebboune avait estimé, sur France 24, que l'Algérie « a déjà reçu des demi-excuses. Il faut faire un autre pas [...] On le souhaite [...] Cela va permettre d'apaiser le climat et le rendre plus serein pour des relations économiques, pour des relations culturelles, pour des relations de voisinage ».

Le professeur d'université Kamel Khelil explique sur les colonnes d'*El Khabar* que « ces mesures [les préconisations du rapport Stora] demeurent symboliques et restent éloignées des revendications du peuple algérien qui donne une grande importance à la question des excuses, notamment sur les essais nucléaires et leurs conséquences, et le dossier des disparus ». *El Khabar* affirme que 3 000 Algériens ont été tués par les parachutistes français lors de la bataille d'Alger en 1957 et leurs dépouilles restent toujours introuvables.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

« Faire le même pas que l'Allemagne a fait envers la France »

« Il s'agit d'un rapport sélectif, peu détaillé, comme si l'Élysée voulait vite se débarrasser de la question mémorielle de n'importe quelle façon », regrette l'historien Mebarek Djaafri de l'université d'Adrar, interrogé par *El Khabar*. *El Khabar* qui va dans les détails, regrettant que le rapport Stora, qui a appelé à reconnaître officiellement l'assassinat de l'avocat nationaliste Ali Boumendjel en 1957, ne mentionne pas le cas de Larbi Ben M'hidi, un des « Six » historiques déclencheur de la guerre d'indépendance, exécuté par les hommes du général Aussaresses durant la terrible « Bataille d'Alger ».

Même scepticisme chez l'historien Mohamed El-Korso, qui, dans le journal *Liberté*, explique que « pour parvenir à un véritable dialogue sain et serein, capable de faire avancer les choses, il faudrait que la France reconnaisse de manière claire et franche qu'il y a eu crime contre l'humanité ». « Il s'agit pour elle de faire le même pas que l'Allemagne a fait envers la France, en reconnaissant ses crimes durant la Seconde Guerre mondiale. Je crois qu'il est dommageable que la France qui s'est excusée envers les Juifs ne s'excuse pas auprès des Algériens », poursuit-il.

L'enjeu de 2022

Pour le journaliste et analyste politique Fayçal Métaoui, « l'historien français Benjamin Stora n'a pas répondu aux demandes exprimées par Alger, à savoir : reconnaissance des crimes coloniaux et excuses officielles, restitution totale des archives et de biens culturels, réparation et indemnisation aux victimes des essais nucléaires du sud algérien, reconnaissance de la disparition forcée d'Algériens ayant combattu le colonialisme et restitution intégrale de restes mortuaires de résistants algériens ».

« Au moment où se jouent des élections difficiles en France [la présidentielle de 2022], je ne vois pas comment le président Emmanuel Macron ou un autre pourrait mécontenter une partie de l'opinion sans, du même coup, le payer politiquement. La question du passé colonial s'avère ainsi infiniment plus problématique pour la France que pour l'Algérie », analyse dans *Liberté* un autre historien, Kitouni Hosni. L'historien rappelle « l'existence de plusieurs millions de Français descendants de parents attachés aux colonies, pour qui la décolonisation fut une tragédie », et conclut : « On comprend dès lors combien il est quasiment impossible pour tout pouvoir politique de prendre le risque d'aller à contre-courant de la tendance majoritaire de l'opinion publique. »

Que répondra Alger ?

Mais pour l'éditorialiste de *Liberté*, il ne suffit pas de critiquer la démarche française. Il faudrait aussi s'interroger sur ce que l'Algérie officielle a fait de cette histoire tumultueuse. « Par-delà ces contingences, les propositions *pratiques* pour régler cette question de mémoire qui devrait naturellement rendre orphelins les rentiers de l'histoire et les nostalgiques des épisodes anciens de leur vie, l'on ne peut perdre de vue la nécessité, pour utiliser une terminologie familière, de balayer devant sa porte. Et de mettre fin à l'usage vulgairement commercial de l'histoire qui ressemble souvent à un abus de faiblesse qui s'articule autour d'arguments faussement patriotiques. »

Les regards se dirigent dorénavant vers la partie algérienne. Comment réagira Alger officiellement, ou, du moins, Abdelmadjid Chikhi, directeur des Archives nationales, conseiller du président Tebboune, qui a été nommé pour suivre, côté algérien, le dossier en parallèle de la mission Stora ? « M. Chikhi s'exprimera une fois qu'il aura reçu officiellement le rapport de M. Stora », nous explique une source officielle. Où en est-il de sa mission, quel serait son apport sur le dossier mémoriel ? Pour le moment, aucune précision n'est donnée. Fin octobre 2020, Abdelmadjid Chikhi avait juste indiqué qu'il avait pris contact deux fois avec Benjamin Stora, mais que « le travail n'a toujours pas commencé solennellement » à cause de « l'expansion du Covid-19 qui empêche toujours la tenue d'une rencontre directe avec M. Stora et la mise en place un plan d'action commun ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36



UNION NATIONALE DES COMBATTANTS
Fondée en 1917 • Reconnue d'utilité publique par Décret du 20 mai 1920

Lundi 25 janvier 2021

L'UNC ET LE RAPPORT STORA

L'Union nationale des combattants (UNC) comprend de nombreux anciens combattants d'Afrique du Nord, des veuves d'anciens combattants d'Afrique du Nord, des veuves de guerre et des orphelins de la guerre d'Algérie. Elle perpétue le souvenir de ces combattants « Morts pour la France », sert leur mémoire, et reste très vigilante vis-à-vis de toute démarche qui porterait atteinte à leur honneur.

L'UNC a donc pris connaissance avec beaucoup d'attention du rapport de Benjamin Stora sur la colonisation et la guerre d'Algérie, remis au président de la République le 20 janvier dernier et de ses 25 propositions.

L'UNC constate qu'il n'y est pas question « d'excuses » ou de « repentance » et elle s'en félicite.

Indéniablement, ce rapport comporte des propositions intéressantes et raisonnables, particulièrement le travail de mémoire sur les disparus de la guerre d'Algérie, notamment les Européens victimes des massacres d'Oran le 5 juillet 1962, la mise en place d'un système de travail commun entre les chercheurs des deux côtés de la Méditerranée ou la liberté de circulation pour les harkis et leurs descendants.

Pour autant, l'UNC ne saurait souscrire aujourd'hui comme hier à la commémoration des accords d'Évian du 19 mars qui ne signifient pas, loin de là, la fin des combats. Elle s'oppose formellement à la panthéonisation de personnages qui, par leur choix, ont indirectement contribué à la mort de soldats français ou se sont faits les complices d'actions terroristes.

Cependant, l'UNC est disposée à apporter sa contribution aux travaux des commissions dont la création est suggérée dans ce rapport dans une démarche véritablement équilibrée.

Enfin, l'UNC attend de connaître l'accueil qui sera réservé à ce rapport par le gouvernement algérien et les réactions qu'il suscitera.

Hervé Longuet, président national de l'UNC

Contact :

Hervé Longuet : 01 53 89 04 12

18, rue Vézelay – 75008 PARIS (Métro : Villiers) • Tél. 01 53 89 04 04 •
E-mail : uncnationale@unc.fr – Site internet : www.unc.fr